

# Revue rurale

N° 3  
FR

Janvier 2010

# de l'UE

Le magazine du réseau européen de développement rural



## La diversité rurale



Commission européenne



**Rédacteur en chef:** Rob Peters, chef d'unité — «Réseau européen et suivi de la politique de développement rural», direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne. **Auteurs et contributeurs:** Adrian Neal, Elena Saraceno, Tim Hudson, István Fehér, John Powell, Charles Abel, Kaley Hart, Clunie Keenleyside, Carmel Fox, Annette O'Regan, Laurent Delcayrou, Wendy Jones, Justin Toland, Jon Eldridge, Omar Bessaoud, Xavier Delmon et Philippe Perrier-Cornet. **Photos:** Tim Hudson, © Union européenne (1995-2010), Christiane Herty, Pembrokeshire Produce Direct, John Hempenstall, Yiannos Mavrommatis, Stefan Benko for BirdLife International, Jens Morin, Martin Hellicar, North Pennines AONB Partnership, Carmel Fox, Daniel Johansson, Elena Hadjinicolaou, Wirtschaftsförderungsgesellschaft Vulkaneifel mbH, Microflex, Fons Jacques — Bureau Leader Eschdorf, Soprip Spa, Koen Wellemans, Marko Koščak, Schleswig Holstein, Bernard Lafon, Ruairi Ó Conchúir, Katerina Raftopoulou, Institut pour une politique européenne de l'environnement.

**Nous vous invitons à vous abonner aux publications du réseau européen de développement rural à l'adresse suivante:**

**<http://enrd.ec.europa.eu>**

**Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet de l'EU Bookshop:**

**<http://bookshop.europa.eu>**

Le contenu de la publication *Revue rurale de l'UE* n'exprime pas nécessairement la position officielle des institutions de l'Union européenne.

La *Revue rurale de l'UE* est publiée en six langues officielles (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

Manuscrit finalisé en décembre 2009. La version originale est le texte anglais.

© Union européenne, 2010

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Pour plus d'informations sur l'Union européenne, consultez le site: <http://europa.eu>

*Printed in Luxembourg*

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu le label écologique de l'UE pour papier graphique (<http://ec.europa.eu/ecolabel/>)

Le contenu de la présente publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.



# Sommaire

## Actualités

- PRÉAMBULE DE LORETTA DORMAL-MARINO, DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE, COMMISSION EUROPÉENNE, DG AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL ..... 4

## Info RE DR

- LE RÉSEAU EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RURAL: SOUTENIR LA DYNAMIQUE DE LA DIVERSITÉ RURALE ..... 6

## Développements ruraux

- LA DIVERSITÉ RURALE DE L'UE: OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE L'UE ..... 10
- AXE 1: EXPLOITER DES PRODUITS AGRICOLES ET SYLVICOLES DISTINCTS ..... 14
- AXE 2: SOUTENIR LA DIVERSITÉ ENVIRONNEMENTALE DES TERRES AGRICOLES DE L'EUROPE ..... 22
- AXE 3: AIDER LES ZONES RURALES À TIRER LE MEILLEUR PARTI DE LA DIVERSITÉ RURALE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ..... 30
- AXE 4: UTILISER LA COOPÉRATION COMME UNE CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DES ZONES RURALES ..... 38

## Citoyens ruraux

- LA VOIE À SUIVRE POUR L'AGRICULTURE DURABLE EN FLANDRE ..... 45
- LE RESPECT DES POPULATIONS RURALES AVANT TOUT ..... 47
- DÉVELOPPEMENT RURAL: PERSPECTIVES DU PARLEMENT DE L'UE ..... 49

## Les zones rurales à la loupe

- LA QUALITÉ DU PRODUIT RURAL: PROMOUVOIR ET AMÉLIORER UNE LARGE GAMME DE PRODUITS RURAUX ... 52

## Tour d'horizon du monde rural

- LA BIODIVERSITÉ DE L'UE: UNE MESURE D'ENCOURAGEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE POUR LES ZONES RURALES ..... 56

## Recherche rurale

- ÉTUDE RECA: HARMONISER LES SERVICES DE CONSEIL AGRICOLE AVEC LES DIVERS BESOINS DE DÉVELOPPEMENT RURAL ..... 62
- TRUEFOOD: AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DES PRODUCTEURS D'ALIMENTS DE L'UE ..... 64

# «Actualités»

## Saviez-vous...



... que l'Europe rurale abrite plus de la moitié de la population de l'Union européenne (UE), que l'on y parle une soixantaine de langues nationales ou régionales différentes et qu'elle englobe 9 régions biogéographiques distinctes? Les zones rurales de l'UE comprennent également environ 180 sites inscrits au patrimoine de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), 70 systèmes agricoles, 350 catégories de paysages et 76 types de forêts.

Ce petit échantillon de faits et de chiffres concernant les campagnes de l'Europe illustre l'ampleur et la profondeur de la diversité qui existe dans les différentes zones rurales de l'UE. Une telle diversité offre un vaste champ d'opportunités et de défis pour la politique du développement rural de l'UE. Cela explique pourquoi l'un des principes directeurs de la politique actuelle du développement rural de l'UE, convenu dans le sillage de la conférence de Salzbourg de 2003, vise à «préserver la diversité de l'espace rural européen».

Les développements de la politique depuis Salzbourg, et notamment le bilan de santé de la politique agricole commune (PAC) de 2008, ont conduit à la mise en place de notre cadre opérationnel actuel qui est conçu de façon à tenir compte de la diversité rurale de l'UE. Cette évolution est reflétée par l'accent placé, dans les orientations stratégiques communautaires, sur l'intégration d'approches flexibles dans la programmation et la mise en œuvre d'actions de la politique du développement rural. Les bénéficiaires locaux sont les éléments centraux d'une telle orientation qui vise à garantir que toutes les interventions prévues par les 94 programmes de développement rural (PDR) continuent de correspondre aux besoins de développement de leur public cible. L'objectif global pour l'UE consiste à établir une stratégie qui cherche à englober toutes les facettes de la diversité rurale.

Plus de 40 mesures ont été prévues pour atteindre ces objectifs stratégiques. Elles ont été proposées pour aider les États membres à renforcer leur PDR, de manière à mieux répondre à la grande diversité et aux besoins de leurs territoires ruraux spécifiques.

Les mesures des PDR ont pour but d'aider les parties prenantes rurales à surmonter les contraintes et à mieux tirer profit des possibilités offertes par leurs milieux ruraux respectifs. Ainsi la politique de développement rural actuelle adopte-t-elle un rôle proactif lorsqu'elle soutient les agriculteurs et les

sylviculteurs de l'UE dans leurs efforts de modernisation et de renforcement de leur compétitivité sur des marchés de plus en plus mondialisés. D'autres mesures complémentaires fournissent un soutien aux investissements qui encouragent une occupation des sols plus respectueuse de l'environnement, aidant ainsi à protéger et à préserver la diversité rurale.

Des mesures destinées à aider les propriétaires fonciers des zones rurales à gérer la terre comme un «bien public» existent et garantissent que notre patrimoine rural sera utilisé et partagé durablement au profit tant des générations actuelles que des générations futures. Ces initiatives sont de plus en plus liées à la promotion et au développement à long terme de produits et de services sensibles sur le plan écologique et respectueux du climat, qui soutiennent et protègent la biodiversité européenne et améliorent la qualité de l'eau et l'efficacité énergétique chaque fois que cela se révèle possible.

La fourniture de biens et de services publics aux communautés rurales est également une caractéristique commune à plusieurs investissements des PDR, qui vise à créer dans l'UE des communautés rurales prospères, saines, attractives et viables et à améliorer sans cesse la qualité de vie des zones rurales. Les facteurs humains constituent un élément essentiel de la diversité rurale de l'UE, étant entendu que la population rurale constitue le dernier rempart capable de protéger et de conserver ces précieuses ressources.

Ce numéro de la *Revue rurale de l'UE* est essentiellement consacré à l'engagement de la population rurale en faveur du développement continu de la diversité dans la campagne de l'UE. Le magazine cherche, à travers une sélection d'initiatives différentes, y compris d'expériences de parties prenantes en provenance de divers États membres, à présenter comment la politique de développement rural peut être efficacement utilisée pour répondre à la diversité rurale de l'UE.

Suivant la structure des précédents numéros, la présente édition montre comment le Fonds européen agricole pour le développement rural (numéro 1) peut être combiné à des innovations associées à de nouveaux projets ou de nouvelles politiques (numéro 2) pour aider les acteurs ruraux à faire le meilleur usage des diverses ressources rurales de l'Europe.

Il ressort clairement des articles présentés dans ce numéro que la diversité rurale est un phénomène dynamique et que des possibilités de développement peuvent voir le jour lorsque le soutien politique reflète les changements qui se produisent dans les zones rurales. L'usage prudent de la palette variée de ressources de l'UE offre aux zones rurales de l'Europe une source infinie d'avantages à long terme. Le défi qui nous attend consiste dès lors à trouver les meilleures façons d'exploiter la grande diversité rurale de l'Europe. Je me réjouis de la contribution que ce numéro de la *Revue rurale de l'UE* peut apporter en aidant à informer les acteurs ruraux de l'UE sur les actions en cours pour relever ces défis cruciaux liés au développement et sur les possibilités qu'elles peuvent offrir.



© UNION EUROPÉENNE, 1995-2010

Loretta **Dormal-Marino**

Directrice générale adjointe,  
Commission européenne,  
DG Agriculture et développement rural

**Info RE DR**

**Le réseau  
européen de  
développement  
rural:  
soutenir  
la dynamique  
de la diversité rurale**



## **Le réseau européen de développement rural (RE DR) joue un rôle important dans l'amélioration de l'efficacité de la politique de développement rural de l'UE grâce à son éventail de services de soutien spécialisés qui aident à préserver la diversité dans les campagnes européennes.**

L'UE couvre un large spectre de zones rurales qui renferment une multitude de communautés, de cultures, d'économies et d'environnements distincts. Cette grande diversité est une force stratégique pour l'UE, et ses décideurs politiques reconnaissent les avantages de «ne pas avoir tous les œufs dans le même panier». Une telle position offre une base saine pour le développement rural et constitue un ballon d'oxygène utile par temps de crise.

### **La mise en réseau pour la diversité**

Les politiques qui ciblent la préservation de la diversité rurale de l'UE sont confrontées à de nombreux défis, notamment l'étendue actuelle de la diversité à préserver. Les zones rurales individuelles ont des caractéristiques distinctes, et cela signifie que les politiques de soutien doivent être adaptées de façon à tenir compte du très grand nombre de conditions locales différentes qui règnent au sein des 27 États membres. Parallèlement, le soutien à la politique rurale de l'UE doit aussi contribuer à des objectifs horizontaux qui sont communs à l'ensemble des zones rurales, dans tous les pays.

Doté d'une série d'outils de communication, de coopération et de consultation, le RE DR a été conçu dans le but de fournir un appui qui réponde aux divers besoins de développement des zones rurales de l'UE. La participation de différents acteurs ruraux dans les activités du RE DR aide également à garantir que l'accès à ses services reste compatible avec les demandes variées des acteurs ruraux de l'UE.

La convergence de ces deux exigences concurrentes est une source de difficultés, et la politique de développement rural de l'UE se doit de fournir des solutions flexibles, capables d'atteindre ces deux objectifs. Le réseau européen de développement rural (RE DR) met à la disposition des décideurs politiques ruraux un mécanisme utile qui les aide à exécuter leur double tâche de développement. Composant un vaste réseau d'experts en développement rural en provenance de toute l'Europe, le RE DR regroupe des spécialistes en politique, des experts en projet et des instituts de recherche qui couvrent des domaines du secteur public, du secteur privé et du bénévolat.

Comme l'explique John Loughheed, qui était, jusqu'à il y a peu, chef de l'unité «Réseau européen et suivi de la politique de développement rural» de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne, «le RE DR a pour objectif global de promouvoir le développement rural et de diffuser les connaissances acquises en la matière afin d'améliorer l'efficacité de la politique de développement rural de l'UE». Il poursuit: «Le RE DR le fait en offrant un large éventail de services de soutien au développement rural qui vont de la facilitation du soutien d'actions à des niveaux localisés à la fourniture de conseils très spécialisés aux niveaux national et communautaire.»

En permettant la communication et l'échange d'expériences entre des zones présentant des niveaux et voies de développement, des arrangements institutionnels et des intérêts et besoins différents, le RE DR a la capacité de soutenir la diversité dans un cadre commun.

## Réseaux européens et nationaux

Le défi consiste à ajuster les services de soutien du RE DR afin qu'ils concordent avec les changements au niveau de la diversité rurale qui continuent de se produire au fur et à mesure que la structure et le contexte des économies rurales et des communautés rurales évoluent dans le temps. Il est nécessaire, pour qu'il puisse fonctionner dans un environnement aussi actif, que le RE DR observe et perçoive les facteurs qui affectent les modèles changeants de diversité rurale qui règnent au sein de l'UE. Le RE DR a pour mission de suivre, d'analyser et de faire connaître ces facteurs. Il est soutenu par les réseaux ruraux nationaux (RRN) qui jouent un rôle essentiel, en l'aidant à suivre la dynamique en temps réel de la diversité rurale de l'UE.

Les RRN et leurs parallèles régionaux sont engagés dans des types similaires d'action de soutien. Des aspects importants

des attributions des RRN dans toute l'Europe sont, par exemple, l'identification des bonnes pratiques dans les activités de développement rural qui conviennent le mieux aux besoins et aux exigences spécifiques de leurs propres territoires. D'autres actions complémentaires sont également soutenues par les groupes de travail thématiques (GTT) du RE DR.

## Traiter des problèmes communs

Chaque GTT se compose d'une équipe d'experts techniques et de gens de terrain spécialisés dans le développement rural qui travaillent sur des thèmes que le comité de coordination du RE DR, présidé par la Commission européenne, a considérés comme prioritaires.

Trois GTT ont été institués à ce jour. Le thème sur lequel travaille le GTT 1 est intitulé «Cibler les spécificités et les besoins territoriaux dans les programmes de développement rural». Son but est de mettre les programmes de développement rural en œuvre plus efficacement grâce à un meilleur ciblage. Le GTT 2 se concentre sur l'identification et l'analyse des liens et des synergies entre «l'agriculture et l'économie rurale plus large», s'efforçant de mieux comprendre les politiques qui fonctionnent le

mieux dans telle ou telle circonstance et de déterminer comment celles-ci peuvent être améliorées. Le GTT 3 examine «les biens publics et l'intervention publique» dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural, évaluant comment améliorer les politiques et les mesures actuelles de soutien des biens publics. D'autres GTT pourront être institués plus tard.

Rob Peters, le président du GTT 1, explique: «Notre GTT doit contribuer à la réalisation d'un développement plus équilibré des zones rurales partout en Europe. Pour ce faire, nous commençons par relever les principaux facteurs qui contribuent à la diversité des zones rurales, puis nous analysons la façon dont les mesures de PDR peuvent être mises en œuvre pour traiter les spécificités de différents territoires.» Il poursuit: «Les enseignements que nous tirons de notre travail thématique seront d'une grande utilité pour améliorer le ciblage des PDR pendant toute la période de programmation et pour faciliter les périodes de programmation futures grâce à de meilleures définitions, de meilleurs indicateurs et de meilleures pratiques.»

Pierre Bascou, le président du GTT 2, souligne: «Les conclusions de notre travail thématique seront mises à la disposition





des décideurs politiques afin de les informer et de leur fournir une orientation générale. Elles aideront à faciliter les possibilités économiques et offriront des options de diversification des revenus pour les secteurs d'entreprise ruraux. Pour y parvenir, nous examinons les grandes questions, par exemple: Quelle est l'interconnexion entre la diversification de l'économie rurale et l'agriculture? Comment les politiques agricoles et rurales peuvent-elles se soutenir mutuellement pour trouver des solutions où tout le monde est gagnant?»

Le GTT 3 a également pour mission de contribuer au débat sur la mise au point d'instruments politiques actuels et futurs. Décrivant le mandat du GTT 3, son président, Martin Scheele, déclare: «Nous savons que diverses interventions de PDR se rapportent à la fourniture de biens publics, notamment les mesures agroenvironnementales et les mesures en rapport avec l'environnement et les forêts, la rénovation des villages et la mise à l'honneur du patrimoine rural, etc. Notre mission consiste à répertorier

des exemples de biens publics pertinents qui sont fournis par l'agriculture. Nous analyserons en outre les fonctions et les impacts de différentes activités des PDR afin d'en tirer des enseignements utiles. Ceux-ci nous aideront à formuler d'éventuelles recommandations sur les instruments et les mécanismes les mieux adaptés à la fourniture de biens publics et sur les exemples de meilleure pratique capables d'assurer une mise en œuvre effective de la politique.»

En plus de ces trois GTT, le réseau européen d'évaluation pour le développement rural (REE DR) entreprend également un travail thématique dans le cadre de ses attributions. Comme l'explique Michael Hegarty, le chef d'équipe du service d'assistance du RRE DR: «Le travail thématique du RE DR est axé sur l'amélioration de la qualité et de la cohérence des évaluations de développement rural. Ainsi avons-nous cherché des moyens d'acquérir une meilleure connaissance des incidences de différentes mesures d'intervention ou de différents facteurs sur le développement

rural. Un autre exemple est le travail que nous effectuons pour aider à préciser et recommander des méthodologies qui vont permettre d'effectuer une évaluation environnementale efficace.»

## Communication et échanges

Les résultats du travail thématique du RE DR seront largement diffusés, ce qui concorde avec l'accent mis par le comité de la coordination du RE DR sur les questions de développement rural et sur la communication de la politique de développement rural. Les autres sujets abordés dans ce numéro de la *Revue rurale de l'UE*, ainsi que dans les futurs bulletins d'information *RUR@L* et les parties du site internet consacrées au RE DR, présenteront également les travaux thématiques et continueront à faire rapport sur les progrès enregistrés par le RE DR dans l'aide apportée à l'amélioration de l'efficacité de la politique de développement rural de l'UE, notamment en l'alignant sur les dynamiques et la diversité des zones rurales de l'Europe.

« La mise en réseau est un outil qui peut se révéler très efficace. Il peut aider à mieux comprendre, dans un cadre européen commun, la diversité rurale et les interactions en cours tant au sein des zones rurales qu'entre celles-ci. »

Haris Martinos, chef d'équipe du point de contact du RE DR





**Développements ruraux**

**La diversité rurale de  
l'UE: opportunités et  
défis pour la politique  
de développement  
rural de l'UE**



## La diversité des zones rurales de l'UE est un atout formidable, mais aussi un défi pour les politiques rurales de l'UE. Celles-ci doivent être en mesure de s'adapter aux changements en cours dans les diverses zones rurales afin d'aider les acteurs ruraux à faire le meilleur usage de leurs ressources de développement spécifiques.

De nombreux facteurs sont à l'origine de la diversité de l'Europe rurale, notamment des ressources naturelles, des traditions culturelles et historiques, des caractéristiques économiques et sociales et des modèles démographiques variables. La politique de développement rural de l'UE, qui est mise en œuvre par la Commission et les États membres dans le cadre d'une gestion partagée, aide les parties prenantes rurales à répondre à cette diversité grâce à des programmes, des mesures et des projets de soutien. Les résultats des divers processus de développement impliqués sont également variés et peuvent se traduire par une compétitivité rurale accrue, une amélioration des

conditions locales, une meilleure qualité de vie et une plus grande diversification économique du monde rural.

Pour parvenir à de tels résultats, il est nécessaire que les acteurs du développement rural reconnaissent que la diversité rurale n'est pas statique et que l'efficacité de la politique rurale dépend en partie de la capacité à harmoniser les actions de développement avec les changements permanents de la diversité rurale de l'UE. Ces points politiques importants ont été reconnus par les représentants des réseaux ruraux nationaux, et un groupe de travail thématique du RE DR est chargé d'améliorer la compréhension des facteurs importants qui

façonnent la diversité rurale et d'aider à la traiter et à l'exploiter. Les constats du groupe de travail contribuent à améliorer les capacités du programme de développement rural à répondre aux différents facteurs qui induisent les tendances observables dans la diversité rurale de l'UE.

### Dynamique de la diversité

Si certains aspects de la diversité rurale, notamment ceux qui sont liés à la géographie, ne varient guère dans le temps, il en est d'autres qui changent constamment. Cela appelle, à son tour, une approche dynamique de la mise en œuvre du soutien à la politique rurale.

#### Les causes des changements dans la diversité rurale de l'UE sont notamment:

- l'influence de la compétitivité, étant donné que les normes et les exigences du consommateur augmentent, alors que les tendances à la protection des frontières extérieures diminuent;
- l'impact du changement climatique, étant donné que des conditions plus arides dans le sud et l'est, compensées par un climat plus humide et plus chaud dans le nord et l'ouest, affectent la diversité existante des modèles d'utilisation du sol, les habitats et la biodiversité;
- le déclin de l'agriculture, étant donné que d'autres activités s'étendent et diversifient les économies rurales;
- l'évolution démographique des zones rurales, étant donné que plusieurs d'entre elles, en particulier dans les États membres de l'Europe de l'Est, sont victimes d'un dépeuplement, tandis que d'importantes zones rurales d'autres États membres (France et Royaume-Uni) enregistrent une augmentation de leur population;
- les facteurs politiques en évolution qui ont un effet sur divers aspects de l'activité rurale. La politique de l'énergie de l'UE, par exemple, se caractérise par une demande accrue en biocarburants et l'utilisation des terres rurales pour produire d'autres formes d'énergie renouvelable.



© T. HUDSON

L'approche en matière de programmation du développement rural offre aux autorités de gestion la flexibilité requise pour appliquer des formules de soutien qui répondent à ces moteurs de la diversité rurale. Chaque PDR a été élaboré à partir d'un catalogue de mesures conçues pour soutenir des activités spécifiques.

Dix-sept mesures sont disponibles pour soutenir la compétitivité de l'agriculture de l'UE et la foresterie; treize d'entre elles peuvent être utilisées pour améliorer l'environnement et le paysage rural, tandis que huit mesures ciblent la qualité de vie dans les zones rurales et la diversification de l'économie rurale. Des groupes d'action locale, sélectionnés dans le cadre du programme Leader, peuvent

utiliser ces mesures, voire en concevoir de nouvelles, pour atteindre les objectifs définis dans le règlement.

D'autres exemples de la capacité d'adaptation des politiques de développement rural de l'UE aux changements survenus dans le monde rural sont illustrés par la flexibilité et la variabilité relatives des régimes d'aide agroenvironnementaux et autres qui ont été mis en œuvre dans toute l'UE. On retrouve parmi ceux-ci le soutien à des types spécifiques d'agriculture qui sont importants pour protéger ou améliorer l'environnement et les trains de mesures qui ciblent les améliorations de la qualité et de la commercialisation de produits agricoles, ainsi que l'application de normes de bien-être animal plus strictes.

## Adaptabilité et alignement

L'adaptabilité inhérente aux approches de la politique de développement rural de l'UE est l'une de ses forces stratégiques et permet aux PDR de traiter des questions globales telles que la durabilité environnementale et la croissance économique au niveau local avec à la clé des retombées bénéfiques directes pour les communautés rurales.

Ainsi, on peut considérer que la politique de développement rural de l'UE et la structure des programmes tiennent compte des facteurs macro-économiques changeants qui affectent la diversité rurale, tout en restant pertinentes et adaptées aux défis



considérables de développement que rencontrent différentes zones rurales. Dans les PDR des États membres, par exemple, les changements survenus en 2009 incluaient des modifications visant à tenir compte des lignes directrices stratégiques communautaires actualisées et à traiter les nouvelles problématiques liées au changement climatique, aux énergies renouvelables, à la gestion de l'eau, à la biodiversité, à l'innovation, à la restructuration du secteur laitier et à la couverture par l'internet à large bande.

Ces «nouveaux défis» de la politique de développement rural de l'UE ont été définis dans le cadre du bilan de santé de la politique agricole commune, qui a eu lieu en 2008, et du plan européen pour la relance économique. Bien qu'ils soient généralement horizontaux, voire globaux par nature, ils sont conçus de manière à permettre aux acteurs ruraux de mener une action adaptée à une multitude de conditions locales spécifiques et d'exploiter le potentiel complet de leurs zones respectives.

## Le développement en partant de la diversité

La diversité rurale de l'UE peut être perçue comme une ressource vitale de développement. Les quatre articles suivants développent ce point de vue en montrant comment chacun des axes de la politique de développement rural aide les acteurs ruraux à se servir de la diversité rurale pour promouvoir un large éventail d'activités de développement rural durable.



Axe 1

A man wearing a green cap and a blue jacket is harvesting kiwifruit in a vineyard. He is using a long-handled tool to reach the fruit. The vineyard is filled with kiwifruit hanging from the branches. The background shows more of the vineyard and some greenery.

# Exploiter des produits agricoles et sylvicoles distincts



**Les secteurs de l'agriculture, de l'industrie alimentaire et de la sylviculture européenne peuvent profiter de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, et l'axe 1 de la politique de développement rural de l'UE fournit une aide visant à faciliter leur compétitivité grâce à des mesures conçues pour aider les zones rurales à tirer le meilleur profit de leurs produits traditionnels et autres produits locaux de qualité.**

Les zones rurales de l'UE se distinguent par leurs caractéristiques physiques, culturelles et écologiques. Malgré cette diversité, les campagnes de l'Europe sont confrontées à des défis communs. Ceux-ci concernent souvent le maintien de secteurs agricoles et forestiers économiques viables face à des marchés mondiaux de plus en plus compétitifs. L'amélioration de l'efficacité de l'agriculture européenne implique le traitement de questions essentielles comme la garantie d'un meilleur accès aux marchés, la stimulation de l'innovation sous la forme de nouveaux produits et l'introduction de nouvelles technologies qui répondent aux attentes formulées telles que des aliments de première qualité, des énergies renouvelables et un environnement rural de grande qualité.

L'axe 1 de la politique de développement rural de l'UE offre la possibilité de résoudre ces problèmes, des fonds importants ayant été mis à disposition pour aider à améliorer la compétitivité des secteurs agricole, alimentaire et sylvicole de l'UE. Les priorités particulières de l'axe 1 incluent, par exemple, des actions de restructuration dans les nouveaux États membres et la facilitation d'autres types d'innovation dans

les États membres plus anciens où les efforts de diversification et les initiatives de qualité sont activement encouragés.

Les améliorations de l'efficacité des opérations agricoles et forestières et le développement de nouveaux produits offrent tous deux des possibilités d'amélioration de la compétitivité. Il est dès lors important que des mécanismes adéquats soient mis à la disposition des économies rurales de toutes les parties de l'UE afin de les aider à faire le meilleur usage de leurs produits locaux. La diversité et les spécificités des zones rurales peuvent aider à faciliter ce processus en fournissant les matières premières pour de nombreux types différents de produits agricoles et sylvicoles destinés à des créneaux spécialisés.

### Maximiser la valeur

Les mesures de développement rural de l'axe 1 permettent de maximiser la valeur des produits locaux. Les actions prioritaires dans ce domaine sont, entre autres, le soutien au transfert de technologie, à la modernisation et aux améliorations de la qualité dans la chaîne d'approvisionnement par l'investissement tant dans le capital matériel que dans le

capital humain. Les possibilités d'innovation dans ces procédés sont solides et favorisées par les cycles de production relativement plus courts, généralement inférieurs à douze mois, qui caractérisent le secteur agricole. Les agriculteurs ont également de bonnes chances de passer d'une activité à l'autre grâce à diverses options de diversification dans d'autres activités, notamment dans des services d'accueil de visiteurs ou dans des activités comme la consultance, l'ingénierie, le commerce de détail, l'énergie, la transformation alimentaire et la sylviculture (voir également l'article sur l'axe 3).

Les sylviculteurs ont en revanche tendance à travailler avec des cycles de production nettement plus longs, qui se mesurent généralement en décennies, et se limitent davantage à la production primaire, à la transformation, à l'énergie, aux loisirs et aux opportunités environnementales. Néanmoins, d'autres possibilités d'exploiter la diversité et l'unicité de divers produits forestiers locaux existent et celles-ci peuvent être exploitées dans le but d'aider le secteur à s'adapter aux conditions changeantes, à relever les défis associés et à maximiser la valeur tirée de la gamme complète de produits forestiers.

## Coopération et développement de produits

Différentes approches du développement de produits existent pour les secteurs agricoles et sylvicoles de l'UE, et leur potentiel peut être amélioré par le biais de la collaboration ou de la coopération entre acteurs de la chaîne alimentaire. Les raisons qui sous-tendent la coopération entre producteurs tendent à être essentiellement motivées par des avantages financiers et économiques. Les coopératives de producteurs alimentaires en Italie, par exemple, permettent à de petites entreprises de vendre leurs produits par l'intermédiaire d'un transformateur central. Les agriculteurs travaillent également ensemble pour tirer profit de la distribution et de la commercialisation de produits ou pour partager l'équipement. La route du vin Villány-Siklós en Hongrie met en évidence d'autres avantages offerts par la coopération. Cette initiative de collaboration relie un grand nombre de petits producteurs implantés dans le sud de la Hongrie qui profitent de

leur travail en collaboration afin de créer une zone d'intérêt suffisamment large pour attirer des visiteurs externes.

Malgré ces types d'avantages, divers obstacles s'opposent toujours à la coopération. Ainsi, certains agriculteurs considèrent depuis toujours que, pour diverses raisons, il leur est difficile d'unir leurs forces pour développer et commercialiser de nouveaux produits. Deux obstacles de ce type sont la nature dispersée de l'activité, qui complique la diffusion des idées, et la méfiance potentielle qui existe entre agriculteurs (lesquels pourraient, dans de nombreux cas, être considérés comme des concurrents naturels produisant pour le même marché limité).

Plusieurs États membres comptent un grand nombre d'exploitations de très petite taille qui produisent pour des marchés locaux limités, ce qui peut créer des problèmes supplémentaires résultant d'une profonde aversion à s'impliquer dans la «coopération» qui pourrait être interprétée comme une perte de contrôle individuel. Le manque d'accès

aux transports permettant d'atteindre des marchés urbains plus éloignés limite également les agriculteurs aux marchés locaux, où ils sont directement en concurrence les uns avec les autres. Toutes ces préoccupations peuvent gêner les possibilités de développement offertes par des innovations telles que des structures de commercialisation commune et des projets de recherche collaborative.

La politique de développement rural a répondu à ces préoccupations en introduisant une mesure destinée à soutenir des approches coopératives du développement de nouveau produit. La mesure 124, qui a été présentée dans un précédent numéro de la *Revue rurale de l'UE*, est un outil important pour encourager des approches innovantes et créatives qui augmentent la compétitivité de l'économie rurale de l'UE.

## Innovation et compétitivité

Mais l'innovation ne dépend pas que de la coopération avec vos voisins





(intégration horizontale); elle requiert également la collaboration avec d'autres opérateurs dans la chaîne d'approvisionnement (intégration verticale) afin de parvenir au stade de la commercialisation, de la distribution et de la transformation. Elle nécessite la communication pour permettre la diffusion de nouvelles idées et le soutien de la collaboration lorsque les producteurs sont trop petits ou ne disposent pas des capitaux nécessaires pour les investissements.

La collaboration entre les agriculteurs, les transformateurs et les distributeurs d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement est souvent essentielle pour le développement de nouveaux produits, la mise en œuvre de nouvelles technologies et l'exploitation des possibilités offertes par la spécificité nationale, régionale ou locale. Ce type d'activité en collaboration peut impliquer des coûts importants et un facteur d'incertitude, par exemple, des coûts de transaction résultant du travail avec des partenaires inconnus et des coûts d'exploitation liés à des ressources

utilisées pour des activités spéculatives ou des résultats à long terme.

L'axe 1 aide à aborder ces problèmes et encourage activement la collaboration verticale au sein de la chaîne d'approvisionnement. Les agriculteurs (producteurs primaires) ont ainsi la possibilité de percevoir les signaux du marché et d'y réagir plus aisément. Quant aux transformateurs et aux détaillants des produits finis, ils peuvent en améliorer la qualité et la traçabilité. L'encouragement d'une telle collaboration verticale permet aux petits producteurs de surmonter les obstacles liés à l'investissement et de réaliser des économies dans la production, la distribution et la commercialisation de produits; il aide également à réduire les risques inhérents au développement de nouveaux produits. La promotion de la coopération entre producteurs et transformateurs conduira dès lors à l'innovation dans le développement de nouvelles utilisations de produits agricoles et forestiers.

L'axe 1 offre des possibilités grâce auxquelles les producteurs peuvent réaliser des économies d'échelle dans de telles opérations de développement commercial. Il aide en outre à fournir un accès à l'information et aux nouvelles connaissances et à développer les capacités institutionnelles telles que la formation aux nouvelles technologies ainsi que de meilleures informations en matière de commercialisation. Il offre par-dessus tout la possibilité à toutes les personnes impliquées dans la chaîne d'approvisionnement de prendre plus de risques dans le développement de nouveaux produits et joue ainsi un rôle important en aidant à renforcer la diversité globale du secteur des entreprises rurales de l'Europe.

Quatre cas d'étude présentés dans la partie suivante illustrent comment le soutien au titre de l'axe 1 peut aider les agriculteurs et les sylviculteurs de l'UE à utiliser la diversité rurale comme un vecteur de croissance économique durable et à faire le meilleur usage de leurs produits locaux.





## La valeur ajoutée du PDR soutient le système d'étiquetage des produits forestiers en Estonie

Les approches coopératives de l'exploitation de la spécificité rurale sont appliquées par des sylviculteurs estoniens qui travaillent ensemble pour aider à commercialiser leurs produits sous un nom de marque grâce à un nouveau système national de certification. Fonctionnant essentiellement sous la forme d'une entreprise du secteur privé, les promoteurs du système ont bénéficié du soutien du PDR pour cofinancer divers événements de renforcement des capacités visant à mieux faire connaître le nouveau système estonien de certification forestière aux parties prenantes.

Cette aide à valeur ajoutée du PDR complète l'engagement pris par les sylviculteurs eux-mêmes à améliorer la compétitivité de leurs entreprises en adoptant des principes de développement durable. Quarante-cinq propriétaires de forêts, représentant une superficie de forêt totale d'environ 56 000 hectares, participent déjà au système, et cette affiliation leur permet d'accéder à la marque grâce à laquelle les sylviculteurs estoniens vont avoir la possibilité de conquérir de nouveaux marchés qui apprécient les produits respectueux de l'environnement. Le système profite dès lors tant à l'environnement qu'à l'économie rurale estonienne.

Comme l'explique Christiane Herty, la secrétaire générale du conseil estonien de la certification forestière: «Les fonds du PDR nous ont considérablement aidés: premièrement, à clarifier les détails du processus de certification avant d'entamer les audits internes et, deuxièmement, à faciliter les discussions sur la façon dont la certification forestière peut, devrait ou doit évoluer.»

Les autres contributions de l'axe 1 sont notamment la formation à la certification des propriétaires de forêts privés et l'organisation d'une série de conférences internationales qui a permis de tirer des enseignements de l'expérience d'homologues allemands, finlandais, russes et suédois.

Pour plus d'informations sur cette approche coopérative de l'amélioration de la compétitivité entre les entreprises forestières d'Estonie, voir: <http://www.eramets.ee/?op=body&id=468>



© CHRISTIANE HERTY





### Approches conjointes du développement de nouveaux produits au pays de Galles (Royaume-Uni)

Le PDR régional gallois a mis à disposition des fonds au titre de la mesure 124 afin de soutenir le renforcement des capacités d'une nouvelle coopérative établie dans le sud du pays de Galles, dénommée «Pembrokeshire Produce Direct Ltd». Conçue dans le but de renforcer la réputation dont jouit le pays pour ses produits alimentaires de qualité, cette coopérative regroupe 72 producteurs issus des quatre coins du comté de Pembrokeshire. Ceux-ci couvrent une sélection variée de produits alimentaires allant de la viande (agneau, bœuf, porc) aux produits laitiers (yaourts et fromages) et un large éventail d'autres produits, notamment des fleurs, des légumes et des biscuits.

La coopérative exploite un système de livraison «par distribution de colis» qui implique tous les producteurs effectuant leurs ventes directement. La coopérative elle-même fait uniquement office de lien de commercialisation entre le producteur et le consommateur. Les producteurs emballent et conditionnent leurs produits eux-mêmes afin d'exécuter les commandes, et le producteur reste titulaire du titre

© PEMBROKESHIRE PRODUCE DIRECT



du produit, ce qui constitue une motivation supplémentaire pour les producteurs désireux de maintenir leur image et leurs marques.

Le personnel de la coopérative sert d'intermédiaire. Il prend les commandes des consommateurs et fournit les livreurs qui distribuent les colis. Les livreurs sont encouragés, d'un bout à l'autre de la chaîne, à tenter d'accroître les ventes. Ils sont rémunérés au colis livré et ont donc un intérêt à tenter d'augmenter les ventes réalisées lors de leurs tournées en faisant de la publicité pour les produits dans les quartiers avoisinants.

Chaque maillon de la chaîne, de la production jusqu'à la livraison, a donc un intérêt personnel dans la réussite de l'opération, ce qui incite à réaliser des ventes accrues et à maintenir la qualité.

Pour plus d'informations, voir:

<http://www.pembrokeshireproducedirect.org.uk>



### Irlande: l'innovation stimule le développement d'une nouvelle gamme de fromages irlandais

Les produits locaux constituent un élément clé de la diversité rurale, et de nombreux exemples montrent comment les PDR ont soutenu la compétitivité des exploitations agricoles ou forestières par le développement et la commercialisation de nouveaux produits, localement distincts. Un cas de produit ayant bénéficié d'un tel soutien provient d'Irlande, où l'aide au développement rural a facilité les efforts déployés par une exploitation laitière pour restructurer, diversifier et valoriser ses matières premières en s'aventurant sur de nouveaux marchés.

À l'instar de nombreux exploitants laitiers, John Hemenstall, qui traite les vaches depuis vingt-cinq ans dans la périphérie d'Arklow, a toujours cherché à valoriser son lait. Le créneau pour un brie bleu irlandais a été identifié grâce à une entreprise spécialisée en études de marché. Le service de conseil du gouvernement irlandais, le Teagasc, a ensuite fourni des conseils et apporté son soutien, ce qui a permis à John de coopérer avec le centre de développement de Moorepark, où ses premiers échantillons de «Wicklow Blue» ont été produits. Ceux-ci ont reçu un accueil favorable auprès des hôtels, des restaurants et des grossistes en fromage, ce qui a fortement

© JOHN HEMENSTALL



encouragé John à poursuivre le développement de son produit local distinct.

Grâce au transfert de compétences et de connaissances réalisé dans le cadre du partenariat entre Wicklow, Teagasc et Bord Bia, une installation a été construite sur l'exploitation et vient d'être agrandie pour répondre à la demande croissante.

S'inspirant du succès rencontré par le bleu de Wicklow, John a mis au point le brie blanc, baptisé «Wicklow Baun», et poursuit ses efforts en produisant une gamme encore plus large de fromages locaux à laquelle il ajoute une nouvelle gamme de cheddars. Il a recherché des marchés sur l'ensemble du territoire irlandais ainsi qu'à l'échelle internationale, et la qualité de son produit distinctif à valeur ajoutée a été reconnue, le fromage ayant obtenu le prix du Best Irish Cheese (meilleur fromage irlandais) lors de la cérémonie des World Cheese Awards en 2008.

Pour plus d'informations, voir:  
<http://www.wicklowfarmhousecheeseltd.ie>



## Gains compétitifs tirés de l'aide au développement offerte par le PDR dans le secteur agricole chypriote

Afin d'améliorer la compétitivité des produits animaux locaux dans la région située autour du village chypriote de Meniko, de nouvelles installations porcines ont été financées par l'axe 1 du PDR national chez Cypra Ltd. Ces nouveaux développements ont amélioré la qualité et l'éventail des produits fournis par la porcherie et ont stimulé sa capacité à exporter des produits vers de plus grands marchés sur le continent, en Grèce.

Les autres résultats économiques incluent la création d'une dizaine de nouveaux emplois, et l'exploitation est considérée aujourd'hui comme une entreprise commercialement viable, traitant plus de la moitié des viandes porcine, caprine et ovine produites à Chypre. Un projet associé est la création d'un nouvel abattoir près de Nicosie qui a également bénéficié du soutien du PDR au titre de la mesure de l'axe 1 («Amélioration de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles»).

Les aspects particulièrement novateurs de ces deux projets chypriotes de développement rural concernent la production d'énergie renouvelable et la réduction des impacts sur l'environnement. Tous les besoins en électricité et en eau chaude de l'abattoir sont désormais couverts à l'aide du gaz produit par un réacteur à biogaz nouvellement construit qui utilise les sous-produits des exploitations d'élevage voisines et de l'abattoir lui-même.

Cette approche «verte» intégrée du développement de l'activité offre aux entreprises impliquées la possibilité d'améliorer encore la compétitivité en faisant de la publicité pour les caractéristiques écologiques de leurs produits en tant qu'argument clé de vente (ACV). Les demandes en produits à faible impact environnemental, exprimées par la clientèle, deviennent de plus en plus nombreuses dans le monde, et d'autres entreprises rurales peuvent recourir à l'axe 1 pour exploiter de tels marchés en fournissant des produits ruraux européens «verts» distinctifs.

© YIANNOS MAVROMMATIS



# Soutenir la diversité environnementale des terres agricoles de l'Europe

La diversité extraordinaire de la faune et de la flore sauvages et des services environnementaux que les terres agricoles de l'Europe peuvent offrir est soutenue par un éventail tout aussi diversifié de systèmes agroenvironnementaux, l'une des mesures les plus souples et les plus populaires de l'axe 2.

De nombreux systèmes agricoles respectueux de l'environnement, en particulier dans les zones rurales périphériques, profitent également des indemnités compensatoires allouées par l'axe 2 au titre des handicaps naturels rencontrés par l'agriculture dans les zones défavorisées de l'UE.

Le règlement (CE) n° 1698/2005 concernant le soutien au développement rural de l'UE indique clairement que tout soutien offert tant aux agriculteurs qu'aux sylviculteurs au titre de l'axe 2 doit se concentrer sur la gestion de la terre à des fins environnementales. Les systèmes agroenvironnementaux devraient jouer un rôle important dans le développement durable des zones rurales en soutenant le maintien ou l'introduction de méthodes d'agriculture qui sont «compatibles avec la protection et l'amélioration de l'environnement, des paysages et de leurs caractéristiques, des ressources

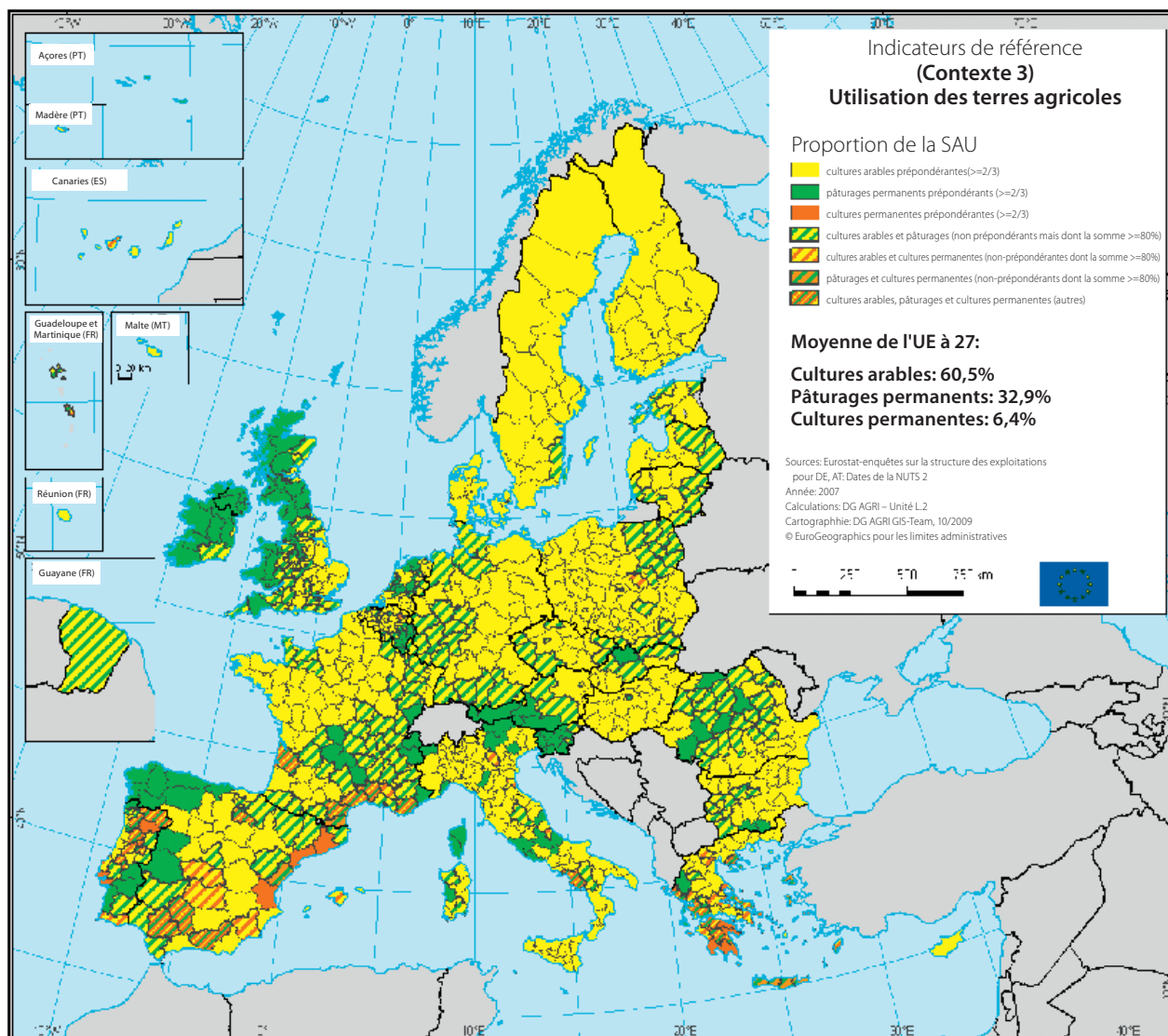
naturelles, des sols et de la diversité génétique».

La mesure agroenvironnementale est particulière par rapport aux autres instruments politiques du deuxième pilier de la PAC en ce sens que son utilisation par les États membres est obligatoire. Un niveau très élevé de subsidiarité est toutefois encouragé à l'échelle de la conception, du ciblage, de la fourniture et de la tarification des régimes d'aide. Cette liberté de choix est essentielle parce qu'il est nécessaire, pour atteindre les objectifs environnementaux escomptés, que les mesures d'encouragement

offertes aux agriculteurs concordent avec une multitude de facteurs locaux qui peuvent varier énormément, y compris au sein d'une seule et même région.

La carte 1 présente l'éventail des systèmes agricoles existant au sein de l'UE; à l'intérieur de ces grandes catégories, plusieurs types de gestion des sols se sont développés en fonction des terres, du climat et des conditions économiques de la localité. Cela a pour effet que la plupart des États membres ont des combinaisons différentes de systèmes agricoles et de problèmes et atouts environnementaux.

Carte 1 — Utilisation des terres agricoles au sein de l'UE



## Développement de la politique agroenvironnementale de l'UE

L'introduction de la politique agroenvironnementale en tant que mécanisme politique de l'UE remonte à 1985. Depuis lors, elle a été renforcée, passant d'une aide nationale utilisée dans quelques régions de certains États membres seulement à une mesure obligatoire de l'axe 2 qui représente aujourd'hui 22 % du budget 2007-2013 du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Les premières mesures agroenvironnementales soutenues par l'UE au titre du règlement (CEE) n° 797/85 étaient des régimes zonaux, conçus dans le but de protéger les habitats et les paysages agricoles des zones environnementales sensibles contre la menace représentée par l'intensification agricole. Ces mesures n'ont été appliquées que dans quelques États membres. Sept années plus tard, tous les États membres se sont vu imposer l'obligation d'introduire des mesures agroenvironnementales compte tenu de leur rôle important dans la réalisation d'autres objectifs communautaires. Le soutien agroenvironnemental reste l'unique mesure obligatoire

dans tout programme de développement rural et se caractérise par des systèmes qui reflètent à la fois les priorités environnementales de la Communauté et la diversité des situations environnementales, des conditions naturelles, des structures agricoles et des types d'agriculture. En 2006, les priorités environnementales communautaires pour l'agroenvironnement ont été définies; il s'agit de la biodiversité, des systèmes agricoles à haute valeur naturelle (HVN) et des paysages agricoles traditionnels, de l'eau et du changement climatique.

### Diversité régionale

Les États membres ont répondu de manière très variée aux opportunités offertes visant à soutenir l'agriculture respectueuse de l'environnement. Au Royaume-Uni, les systèmes étaient encore, il y a peu, axés sur les habitats et les espèces de la faune sauvage (en particulier les oiseaux des champs) spécifiques et sur les paysages agricoles traditionnels. Aux Pays-Bas, les premiers systèmes agroenvironnementaux étaient axés sur la protection des ressources et offraient aux agriculteurs des services de conseil et de vulgarisation agricole en lieu et place des paiements à la superficie. L'une des toutes premières mesures introduites par la France a été

un système général d'extensification des pâturages. Certains pays, notamment la Belgique et l'Italie, n'ont pas appliqué de politique agroenvironnementale tant que cette mesure était facultative.

Au fil des années, un large éventail de systèmes agroenvironnementaux a été développé, en fonction des priorités et des pressions environnementales, mais aussi des préférences sociétales, des accords institutionnels et des pressions financières et politiques nationales. Plusieurs systèmes visent à atteindre des avantages multiples, par exemple la protection du sol et de l'eau en plus d'une protection améliorée de la biodiversité et du paysage. Même dans le cadre d'un régime unique, il se peut que les exigences de gestion doivent être taillées sur mesure en fonction de la région géographique de façon à atteindre les objectifs environnementaux. Ainsi, il se peut que la saison de fauchage des prairies maigres de fauche soit retardée dans le cas des exploitations agricoles situées à plus haute altitude dans une vallée de zone montagneuse et que les réductions des apports d'engrais requises pour protéger les eaux de surface varient d'une partie d'un point de captage à un autre en fonction des types de sol.

« Il est très important de combiner les besoins de gestion de la faune sauvage et ceux du bétail. Cela peut varier fortement d'un endroit à un autre, y compris au sein d'une même exploitation. Sur des landes humides, par exemple, où pousse le drosera insectivore (*Drosera rotundifolia*), un pâturage très léger s'impose, peut-être pas plus d'un mouton par hectare. En revanche, sur la côte, où niche le crabe à bec rouge (*Pyrrhocorax pyrrhocorax*), vous pourriez souhaiter faire paître cinq moutons à l'hectare afin d'avoir l'assurance que la bruyère reste bien rase pour que les oiseaux puissent trouver des larves d'insectes pour nourrir leurs jeunes. »

Liz Howe, chef de l'équipe «Espèces», Countryside Council for Wales, Royaume-Uni



Type de régime agroenvironnemental	Exemples d'approches diverses
Apports réduits d'engrais et de pesticides	Plans d'enrichissement en nutriments des cultures pour l'ensemble de l'exploitation; réductions de plus de 30 % des taux d'engrais pour les cultures arables; bandes tampons d'herbe de 6 mètres le long des cours d'eau; système intégré de lutte contre les parasites
Agriculture biologique	Élevage biologique de bovins d'engraissement et de vaches laitières; production biologique d'huiles essentielles et de plantes médicinales, de fruits, de légumes et d'olives; production de miel biologique
Extensification de l'élevage	Charge moyenne de pâturage réduite et raccourcissement de la saison de pâturage dans les landes
Terre arable	Conversion des terres arables en prairies permanentes ou en surfaces boisées, rotation des cultures
Gestion de grandes cultures	Prévention de l'érosion par le vent et l'eau; réservation de parcelles pour l'alouette dans les cultures; bandes de préservation sans culture
Habitats et espèces de la flore et de la faune sauvages	Prairies de fauche, prairies boisées, roselières; prairies humides pour les aires de reproduction et d'alimentation des oiseaux; prairies de fleurs sauvages pour les abeilles et les papillons
Paysages agricoles	Murs de pierres, terrasses de culture; haies vives, diguettes et rangées d'arbres; étangs à pisciculture, culture étagée
Utilisation et gestion de l'eau	Cultures arables non irriguées; création de prairies immergées et de terres humides
Diversité génétique	Races locales de bovins, d'ovins, de caprins et d'équidés; variétés locales de cultures céréalières et maraîchères

## Nouveaux défis

À partir de 2010, les États membres devront indiquer comment ils entendent attribuer les financements de PDR additionnels (imposés par la modulation obligatoire à la suite de l'accord sur le bilan de santé de la PAC de 2008) afin de renforcer l'action communautaire dans les domaines du changement

climatique, de l'énergie renouvelable, de la gestion des eaux, de la biodiversité et de la restructuration des exploitations laitières. Les mesures agroenvironnementales pourraient jouer un rôle important, en particulier dans la conservation de types végétaux présentant de nombreuses espèces, ainsi que dans la protection et l'entretien des prairies et de l'agriculture extensive,

tout en aidant à gérer les ressources en eau et à protéger la qualité de l'eau, à contribuer à réduire les émissions de protoxyde d'azote et de méthane ainsi qu'à promouvoir la séquestration du carbone (l'action concernant l'énergie renouvelable sera atteinte grâce à d'autres mesures Feader, non agroenvironnementales).

« Dans certaines parties de l'Europe du Sud, jusqu'à 80 % de l'eau douce totale prélevée est utilisée actuellement par le secteur agricole dans le but d'irriguer les cultures à l'aide de techniques souvent inefficaces.

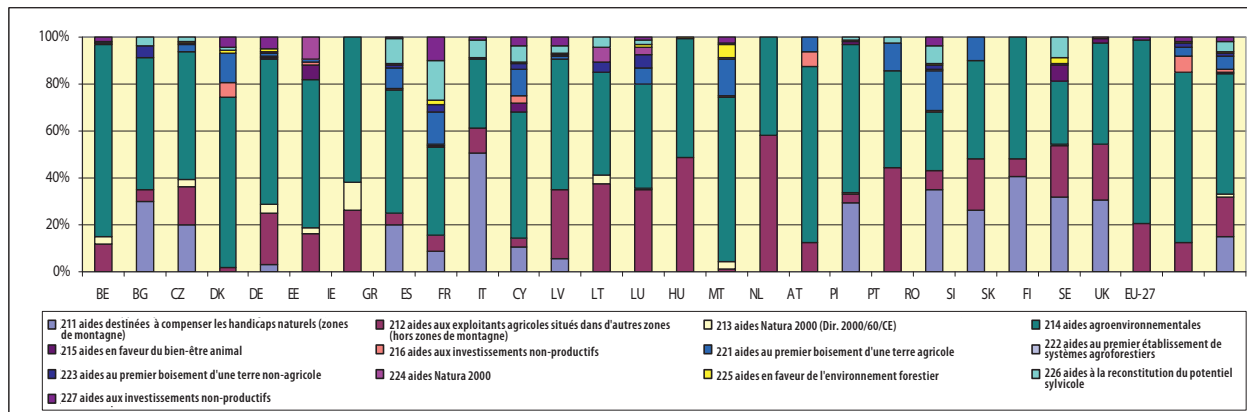
**Une approche nettement plus durable de l'utilisation de l'eau agricole s'impose non seulement pour protéger l'environnement aquatique, mais aussi pour garantir le maintien d'une agriculture rentable.**

**L'adoption d'une telle approche est particulièrement cruciale compte tenu du changement climatique qui devrait conduire à l'avenir à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses dans une grande partie de l'Europe. Plusieurs mesures, soutenues par les fonds de développement rural, peuvent être appliquées par les agriculteurs afin d'utiliser l'eau plus efficacement.**

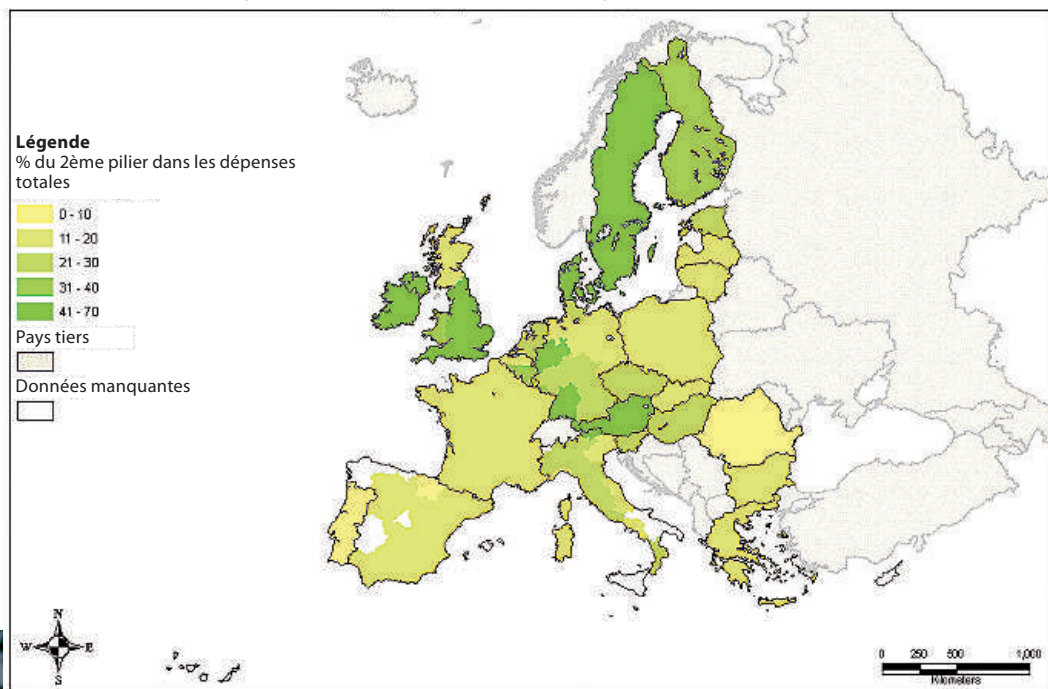
**La réussite de ces mesures d'encouragement devrait augmenter si celles-ci sont accompagnées par des conseils et des formations. En plus des mesures de la PAC, une tarification adéquate de l'eau, telle que l'impose la directive-cadre sur l'eau, peut également se révéler importante pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau par l'agriculture.**

Robert Collins, directeur de projet, groupe de l'eau, Agence européenne pour l'environnement

Graphique 1 — Importance relative des mesures agroenvironnementales par rapport aux autres mesures de l'axe 2 (par État membre, en pourcentage de la contribution totale du Feader allouée à cet axe pour la période de programmation 2007-2013)



Carte 2 — Dépenses agroenvironnementales en pourcentage des dépenses totales allouées au titre du deuxième pilier (Feader + cofinancement), par PDR



## Approche des priorités agroenvironnementales par les États membres

Dans le cadre de l'axe 2, les mesures agroenvironnementales se distinguent des autres types de mesures dans l'ensemble de l'Union des Vingt-sept (EU-27), puisqu'elles représentent plus de 50 % des contributions actuelles du Feader au titre de l'axe 2. Il existe toutefois des disparités considérables entre les États membres et à l'intérieur de ceux-ci en ce qui concerne l'importance relative accordée aux dépenses agroenvironnementales dans les PDR ainsi qu'aux mesures visées dans le cadre de l'axe 2, comme le montrent le graphique 1 et la carte 2.

Les différences observées sur le graphique 1 et la carte 2 reflètent non seulement la différence dans la perception des problèmes et des atouts de nature environnementale, mais aussi les décisions concernant les priorités fixées dans les PDR. Par exemple, les problèmes socio-économiques dans certaines parties de l'Union des Douze, qui sont souvent associées à des systèmes d'agriculture peu intensive à haute valeur en termes de biodiversité et de paysage, mais qui sont menacées par l'abandon des terres. Certains États membres, qui ont adopté des mesures agroenvironnementales dans les années 80 et où il existe relativement peu de problèmes structurels, consacrent aujourd'hui une très grande partie de leur allocation au titre de l'axe 2 du Feader à l'agroenvironnement. Tel est le cas de la Suède (79 %), des Pays-Bas (75 %), du Danemark (73 %) et du Royaume-Uni (72 %).

Dès le début, il est devenu évident que le principe de la «taille unique» ne peut souvent pas s'appliquer aux programmes agroenvironnementaux. Étant donné que les États membres traitent les nouveaux problèmes à un moment où l'agriculture européenne répond de plus en plus aux forces du marché, à la suite du découplage des paiements du premier pilier, le besoin de disposer de régimes locaux ou régionaux conçus avec soin va augmenter. Les études de cas suivantes présentent quelques exemples de systèmes existants qui abordent les nouveaux défis.





## L'outarde barbue en Hongrie

Les plaines ouvertes de Hongrie abritent environ 1 400 outardes barbues (*Otis tarda*), le plus grand oiseau volant au monde. Jadis nettement plus dispersée, la population européenne d'outardes barbues est désormais confinée à quelques États membres, où son habitat préféré de paysages plats et ouverts, ponctués de prairies steppiques, de cultures et de terrains nus, est vulnérable aux bonifications agricoles.



© STEFAN BENKO, BIRDLIFE

Pour pouvoir se reproduire, les oiseaux ont besoin d'aires peu perturbées et très riches en insectes. Le PDR hongrois intègre des mesures agroenvironnementales détaillées en faveur de l'outarde barbue, tant sur les terres arables que sur les terres de pâture.

L'utilisation d'engrais, d'herbicides et de clôtures électriques est limitée. Les pesticides et l'irrigation sont interdits. La récolte doit être retardée jusqu'en juillet et le fauchage différé. La culture de la luzerne est encouragée afin d'offrir des aires de nidification et d'alimentation, et, si les agriculteurs découvrent un nid de grande outarde, ils sont tenus d'en informer les autorités chargées de la préservation et de laisser une zone de 50 mètres intacte autour du nid.

De même, des options détaillées de culture en plein champ ont été conçues pour d'autres espèces protégées d'oiseau des champs, notamment pour la grue cendrée (*Grus grus*) et le faucon kobez (*Falco vespertinus*).



## Gestion des eaux en Suède

À Höja Boställe, près d'Ångelholm, dans le sud-ouest de la Suède, les agriculteurs Peter et Monika Hansson ont aménagé une zone humide artificielle avec le soutien du PDR national dans le but de promouvoir la biodiversité et de conserver les substances nutritives qui pourraient disparaître par drainage de leurs terres céréalières.

C'est en étudiant le cas d'une terre arable qui avait besoin d'être drainée que les Hansson ont eu l'idée de réaliser une zone humide. Ils sont tous deux défenseurs de la préservation de l'environnement et de la nature. Ils ont ensuite pris contact avec un consultant qui les a aidés à développer leur idée consistant à créer une zone humide au lieu d'installer un nouveau système de drainage. Un bureau d'étude a élaboré un plan pour le projet, et la demande a été approuvée par le comité administratif du comté.

© JENS MORIN



Il a fallu un an environ avant que la zone humide soit prête. D'une superficie de 18,85 hectares, la zone humide a une surface sous eau de 7,5 hectares et une zone de captage de 120 hectares. Afin de gérer les prairies inondées autour de la zone humide, Peter et Monika font paître du bétail et bénéficient, pour l'entretien de l'ensemble de la zone humide, du soutien agroenvironnemental. Le projet a coûté 1 500 000 couronnes suédoises (SEK) (équivalant à 144 500 euros) au total, dont 1 350 000 SEK (soit 130 000 euros) au titre du PDR.

Les Hansson sont très satisfaits et qualifient la zone humide de lieu fantastique tant pour la faune et la flore sauvages que pour la récréation. Les oiseaux, en particulier, se sont fort bien établis à cet endroit, et on peut en observer plus de 74 espèces, dont 10 espèces menacées ou vulnérables, notamment le grèbe à cou noir.



## Entretien des arbres et des arbustes traditionnels à Chypre

À Chypre, un système agroenvironnemental encourage l'entretien des arbres et des arbustes traditionnels dans le paysage agricole. Les espèces éligibles sont le caroubier, l'amandier et le noisetier dans la catégorie des arbres et la sauge, le térébinthe, le lentisque et l'églantier dans la catégorie des arbustes. Les arbres donnent droit à un paiement de 600 euros à l'hectare et les arbustes à un paiement de 400 euros à l'hectare. Les agriculteurs doivent désherber mécaniquement en travaillant le sol avec une charrue rotative au lieu d'utiliser des produits chimiques et en bêchant autour des arbres et des arbustes deux fois par an (en automne et au printemps).



© MARTIN HELICAR

Il ne fait aucun doute que l'entretien de ces arbres et de ces arbustes, qui sont des éléments traditionnels du paysage agricole chypriote, présentera des avantages importants pour la faune et la flore sauvages et aidera également à entretenir et à promouvoir les réservoirs de carbone. Si le système n'existait pas, les agriculteurs seraient tentés d'arracher ces arbres et ces arbustes afin de laisser le champ libre pour les cultures annuelles ou de créer de nouvelles terrasses, voire d'exploiter le terrain à des fins de construction.

Ces cultures pérennes sont très marginales sur le plan économique, mais elles sont des constituants vitaux du paysage traditionnel agricole chypriote, formant une mosaïque de petits champs couverts de cultures variées et de vestiges de végétation naturelle et semi-naturelle. Les paiements agroenvironnementaux aident à protéger un paysage à haute valeur naturelle, qui fait également office de réservoir de carbone (et pourrait même devenir un puits de carbone si le régime encourage la plantation d'un plus grand nombre d'arbres/arbustes).



## Stockage de carbone et d'eau dans la tourbe des hautes terres anglaises

Des tourbières en bon état séquestrent le CO<sub>2</sub> à perpétuité, et des milliards de tonnes dans le monde ont été extraites de l'atmosphère depuis la dernière ère glaciaire. Forts de leurs 300 millions de tonnes de tourbières, les sols des hautes terres anglaises sont le plus grand réservoir de carbone d'Angleterre.

Les marais en bon état sont inondés et abritent une végétation qui se transforme en tourbe et séquestre le carbone, telle la sphaigne (*Sphagnum*). Mais aujourd'hui, de nombreuses terres d'altitude sont trop arides, ayant été drainées de manière intensive afin d'améliorer le pâturage. Ces terres laissent échapper le carbone par érosion et par oxydation (dessèchement), tandis que la pratique des feux de lande (utilisée pour rajeunir les fruticées naines de tourbières) peut également détruire la tourbe.

Jusqu'à 4 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> sont libérées chaque année par les tourbières anglaises, ce qui représente l'équivalent des émissions de CO<sub>2</sub> du transport aérien émis par le Royaume-Uni. La restauration des tourbières peut-elle réduire la quantité de carbone produite? La restauration des tourbières humides n'est pas une opération bon marché, mais elle permettrait de réduire



© NORTH PENNINES AONB PARTNERSHIP

considérablement les pertes de carbone (bien que des travaux de recherche plus importants s'imposent sur les émissions de méthane consécutives à la remise sous eau).

En Angleterre, le régime agroenvironnemental mis au point par l'agence anglaise Higher Level Stewardship offre déjà des paiements compris entre 20 et 80 livres sterling (GBP) (soit entre 22 et 88 euros) par hectare pour le maintien ou la restauration des habitats de lande au profit de la faune et de la flore sauvages des hautes terres, des caractéristiques historiques et du caractère paysagé. Les agriculteurs mettent les landes en pâturage suivant un calendrier convenu d'un commun accord, qui indique la densité et le type de bétail autorisé à paître au cours de chaque mois de l'année.

La restauration, soutenue par des paiements pour investissements non productifs au titre de l'axe 2, peut inclure le verrouillage des systèmes de drainage afin de réhydrater le sol ou la pose de clôtures temporaires afin de réduire ou d'interdire la mise en pâturage. Si cette action était menée à bonne fin, elle pourrait aussi contribuer à contrôler les risques d'inondation et la séquestration du carbone.

Axe 3

# Aider les zones rurales à tirer le meilleur parti de la diversité rurale pour le développement socio-économique



**À l'instar des autres axes thématiques de la politique de développement rural de l'UE, l'axe 3 permet de répondre à la diversité rurale par une série d'actions positives. L'accent particulier mis par l'axe 3 sur la diversification économique et la qualité de vie met à la disposition des acteurs ruraux un ensemble flexible d'outils de développement qui sont en mesure de cibler plusieurs types de questions socio-économiques importantes.**

Les possibilités de soutien offertes par l'axe 3 incluent un large éventail d'activités de développement rural qui s'étend de l'aide à la création et au développement de microentreprises aux mesures visant à faciliter l'insertion sociale de groupes vulnérables dans la société rurale. Les fonds de l'axe 3 peuvent également être mobilisés pour aider les zones rurales à préserver leurs patrimoines, culturel et naturel, à renforcer les principaux ensembles de compétences et à cofinancer les investissements dans les infrastructures villageoises. Ces types d'aide de l'axe 3, ainsi que d'autres, montrent les rôles importants que jouent ces mesures dans le cadre des opérations intégrées de programmes de développement rural.

Doté d'une combinaison de mesures de développement facilement adaptables, l'axe 3 est à même de couvrir un champ d'application considérable, et son soutien reste particulièrement bien venu pour aider les acteurs du PDR à tirer le meilleur parti de la diversité des zones rurales de l'UE. Ainsi, l'axe 3 offre une série d'opportunités pour exploiter les complémentarités et les synergies au sein d'une région ainsi que pour utiliser le potentiel de développement endogène d'une zone rurale. Cet axe joue également un rôle vital en autorisant les acteurs locaux, et notamment les partenariats public-privé, à faciliter la planification stratégique et opérationnelle au niveau local en tenant compte des spécificités et des besoins territoriaux.

Les caractéristiques dynamiques de la diversité rurale impliquent que les besoins et les spécificités des campagnes européennes sont en perpétuel changement, comme en témoignent les évolutions socio-économiques en cours que l'axe 3 est censé encourager. Les zones rurales européennes ont subi d'importants changements liés aux crises sectorielles et aux modifications de priorités économiques. Les secteurs traditionnels tels que l'agriculture et l'agroalimentaire ont subi une restructuration considérable liée en partie à une forte dépendance mutuelle, mais aussi sous l'effet direct de la mondialisation, de la réforme de la PAC, de la concurrence croissante, de l'augmentation des coûts de transformation et des facteurs de prix. Face aux nombreux défis découlant de la situation actuelle, les PDR utilisent les mesures de l'axe 3 pour aider les zones rurales à s'adapter aux nouvelles conditions et à soutenir leur viabilité.

### Diversification économique

Une méthode habituelle et très appréciée pour aider les communautés rurales à s'adapter et à répondre à la diversité rurale est la promotion de nouveaux types d'activités qui en diversifient les bases économiques. Dérivé d'objectifs visant à soutenir la viabilité à long terme de la qualité de vie dans les communautés rurales, le programme de diversification économique de l'axe 3 est une caractéristique fondamentale du

troisième axe thématique des PDR. Il est prouvé que les économies diversifiées offrent de nombreux avantages aux différents acteurs ruraux, et les contributions de l'axe 3 renforcent ce point grâce à des systèmes de PDR qui présentent un contexte plus positif pour les agriculteurs et réduisent le risque d'abandon des zones rurales par la création d'emplois et l'innovation dans tous les secteurs.

En Irlande, où tous les fonds de l'axe 3 transitent par les budgets des groupes d'action locale (GAL) financés par l'axe 4, le ministre des questions communautaires, des questions rurales et de la région de langue gaélique fait remarquer que «le changement continu dans les modèles agricoles, combinés au besoin de fournir des possibilités d'emploi et d'entreprise alternatives aux habitants des campagnes, oblige à se concentrer sur le développement économique des zones rurales dans le but de fournir une activité économique de dimension suffisante pour attirer les personnes et les amener à y vivre et y travailler».

D'autres États membres poursuivent ces mêmes objectifs dans leur PDR en ce qui concerne les mesures de l'axe 3, en se concentrant sur de nouvelles possibilités d'emploi et des conditions de croissance au moyen d'investissements directs, du renforcement des capacités, de l'acquisition de compétences et d'efforts de développement de la stratégie locale.

Combinées entre elles, ces actions de l'axe 3 aident à préserver la force d'attraction des zones rurales pour les générations futures et à promouvoir la formation, l'information et l'esprit d'entreprise. Les besoins particuliers des femmes, des jeunes et des travailleurs âgés sont aussi un aspect essentiel des mesures de l'axe 3.

## Création et développement d'entreprises rurales

L'une des mesures de l'axe 3 fréquemment utilisée par les PDR pour l'activité de diversification rurale est la mesure 312 (création et développement d'entreprises). Les États membres se sont réjouis des possibilités offertes par la mesure 312, et à peu près 18 % du budget initial de l'axe 3 de l'UE a été alloué à des actions basées sur la création et le développement d'entreprises. Les chiffres varient entre les États membres, quelques pays plus petits

misant fortement sur la mesure 312. Ainsi, plus d'un tiers des fonds de l'axe 3 en Estonie et environ un quart de l'allocation au titre de l'axe 3 en Lettonie ont été réservés pour des projets de création et de développement d'entreprises. D'un autre côté, les Pays-Bas envisagent de ne consacrer que 9 % de leur budget de l'axe 3 à la mesure 312, étant donné qu'une grande partie de leurs objectifs de diversification rurale est liée au développement du tourisme en vertu de la mesure 313 pour laquelle le budget de l'axe 3 du PDR néerlandais prévoit une allocation de 32 %.

Ces différences dans la part des fonds allouée à l'axe 3 reflètent la diversité, les points forts et les besoins de développement des différentes économies rurales de l'Europe tout entière. Jaroslav Pražan, du ministère tchèque de l'agriculture durable, explique que les activités au titre de l'axe 3 sont importantes dans son pays, étant donné que «la production de marchandises à forte intensité de

main-d'œuvre a décliné, ce qui a engendré une baisse de l'emploi agricole. Le problème principal des zones rurales est de stabiliser la population rurale en augmentant l'activité économique». Les préférences tchèques sont caractéristiques des préférences des autres autorités de gestion des États membres de l'Est, qui sont désireuses d'encourager leurs entreprises et communautés rurales à développer de nouvelles idées et à mettre en œuvre des solutions de projet innovantes qui facilitent les processus de transition dans les zones rurales.

## Les effets de l'innovation

Comme cela a été souligné dans le numéro 2 de la *Revue rurale de l'UE*, l'innovation et le développement rural sont intrinsèquement liés, les approches innovantes dans le domaine de la diversification économique offrant des outils précieux pour aider les campagnes européennes à répondre aux changements en matière de diversité rurale. Dans ce





contexte, l'innovation peut prendre de nombreuses formes pour les acteurs de l'axe 3. Les interprétations traditionnelles des actions innovantes telles que le développement de nouveaux produits et de nouveaux services restent valables et pertinentes pour les programmes de diversification rurale au titre de l'axe 3, mais quelques-unes des manifestations souvent plus subtiles de la pratique innovante le sont aussi.

Les retombées économiques et les avantages connexes sur le plan de la qualité de vie peuvent notamment être atteints en soutenant des processus de développement qui aident les acteurs ruraux à répondre à la dynamique de la diversité rurale en trouvant de nouvelles méthodes de travail. Cette approche du développement renferme une foule de méthodes de diversification qui impliquent l'application de nouvelles idées, l'utilisation de nouvelles techniques, la concentration sur des marchés alternatifs, le regroupement de divers secteurs

et acteurs par le biais de nouvelles méthodes de mise en réseau, les services offerts à de nouveaux groupes prioritaires ou la découverte de nouvelles solutions aux défis sociaux, économiques et environnementaux. L'adaptation d'approches éprouvées à de nouvelles circonstances est également reconnue comme un moyen très efficace de créer des évolutions rurales novatrices sur le plan local. Ces types d'action novatrice sont souvent facilités par des transferts de connaissances et la mise en réseau des principaux acteurs.

Helena Zimmer, de l'organisation suédoise de développement rural HUSH, illustre les avantages de la mise en réseau d'acteurs ruraux durant les efforts de diversification déployés lors des récents travaux au titre de l'axe 3 menés en vue d'étendre les installations de tourisme vert dans une région côtière populaire. Elle souligne le cas où, «pour optimiser le potentiel touristique de la capitale naturelle de l'archipel de

Luleå, en Suède, des entrepreneurs ont eu besoin d'un soutien pour améliorer la collaboration et la mise en réseau, ce qui a permis au projet "Outdoor Coastline" de voir le jour».

Ce point montre l'importance des réseaux de travail en groupe pour aider les zones rurales à répondre positivement à la diversité rurale. Les mesures de l'axe 3 sont largement utilisées par les partenaires du PDR, en particulier par les GAL, pour encourager des approches plus collaboratives de travail se rapportant à la diversification économique et à la qualité de vie. Les progrès réalisés pour atteindre ces objectifs de l'axe 3 peuvent tirer profit de la dissémination des bonnes pratiques. Les quatre études de cas suivantes ont pour but de souligner la façon dont les PDR des États membres aident les zones rurales à se servir des outils de l'axe 3 pour tirer le meilleur profit de la diversité rurale en tant que ressource de développement socio-économique.





## Développement de l'infrastructure économique en Irlande

L'infrastructure économique est un outil essentiel pour encourager l'activité de diversification rurale par le biais de programmes de création et de développement d'entreprises. La croissance des centres d'entreprises dans toute l'Europe rurale au cours des dernières années confirme leur efficacité en tant qu'incubateurs de nouvelles idées et catalyseurs de cultures entrepreneuriales.

Les communautés rurales irlandaises ont fait bon usage de ces services de soutien aux entreprises, et les fonds des PDR sont ciblés sur le capital humain, naturel, social et productif des zones rurales. Tout le soutien à la création et au développement d'entreprises apporté par le PDR irlandais est canalisé par les GAL, lesquels mettent en œuvre des stratégies intégrées de développement local mêlant des finalités économiques, environnementales et sociales.

Les entreprises sociales et communautaires jouent des rôles importants dans les stratégies de développement local en raison de leur popularité auprès des résidents ruraux en tant que pourvoyeurs d'emplois et fournisseurs de services. Un exemple d'une telle entreprise est l'Abington Enterprise Centre de la région du GAL Ballyhoura Development. Le centre s'est vu octroyer récemment des fonds provenant de la mesure de création et de développement d'entreprises du PDR afin de moderniser deux unités de production alimentaire, qui sont utilisées par des entreprises locales.

Le montant de 13 290 euros octroyé au titre du PDR a aidé à maintenir l'emploi et à soutenir la viabilité à long terme des communautés rurales avoisinantes. Les installations modernisées offriront également aux entreprises rurales de nouvelles possibilités de se développer.

Pour de plus amples informations sur l'Abington Enterprise Centre et les autres efforts de diversification rurale soutenus par le GAL Ballyhoura Development, voir: [info@ballyhoura.org](mailto:info@ballyhoura.org)



© CARMEL FOX



### Les entreprises profitent du secteur de l'agriculture sociale en Suède

Le phénomène de l'agriculture sociale attire de plus en plus l'attention en raison de son potentiel en tant qu'outil de diversification rurale offrant une série d'avantages socio-économiques dont tout le monde profite. Le soutien au titre de l'axe 3 est reconnu comme étant un instrument de développement important pour étendre le secteur de l'agriculture sociale de l'UE qui se sert des caractéristiques distinctes et intrinsèques des zones rurales en tant qu'environnements effectifs pour promouvoir le traitement, la réhabilitation, l'insertion sociale, l'éducation et les services sociaux au profit des groupes défavorisés de la société.

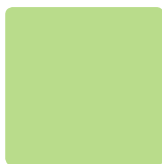
Également qualifié d'«agriculture à vocation thérapeutique» ou de *«green care»*, le secteur de l'agriculture sociale en pleine croissance en Europe combine à la fois les usages traditionnels et les usages novateurs de l'agriculture multifonctionnelle qui peuvent être appliqués tant par les nouveaux agriculteurs que par les agriculteurs en place, n'importe où dans l'UE. L'accueil réservé à l'agriculture sociale varie suivant les pays. Alors que le phénomène est relativement inconnu dans certains États membres, d'autres, tels les Pays-Bas, disposent de réseaux bien développés d'agriculteurs sociaux évoluant dans un secteur qui se professionnalise rapidement. Dans ce pays, des indicateurs, des certificats et des programmes de formation pour agriculteurs ont déjà été développés afin de garantir la qualité et les endroits où les activités agricoles visant à promouvoir la santé

mentale et physique sont financées en partie par le biais des budgets de santé nationaux.

L'assistance au titre de l'axe 3 peut aider à couvrir les coûts initiaux de démarrage qui sont associés à l'établissement d'entreprises agricoles à vocation sociale. Un exemple réussi peut être observé dans le projet suédois «Réhabilitation verte» qui a bénéficié d'un soutien du PDR au titre de la mesure 311 correspondant à la diversification en activités non agricoles.

Établi à Skåne, la région la plus méridionale de la Suède, le projet «Réhabilitation verte» a été mis en œuvre grâce à un partenariat composé de deux entrepreneurs ruraux: la municipalité rurale et un établissement local de soins de santé. Les investissements effectués au titre du PDR ont permis à un groupe de patients de compléter leurs soins ordinaires par douze heures par semaine d'expériences à la ferme, impliquant un contact avec les animaux et la fréquentation d'un environnement rural palliatif. Selon les constatations qui ont été faites, ces actions aident les patients à progresser dans leur thérapie, tout en offrant aux agriculteurs locaux la possibilité de diversifier leur activité.

Un prix a été décerné à l'initiative «Réhabilitation verte» lors de la cérémonie de remise de prix ruraux organisée par le réseau rural national suédois en 2009. De plus amples informations sur le projet peuvent être obtenues auprès d'Ewa-Marie Rellman ([ewa.marie.rellman@lrf.se](mailto:ewa.marie.rellman@lrf.se)), accompagnatrice d'entreprises du syndicat des agriculteurs de Skåne.



© ELENA HADJINICOLOVA



## Soutenir l'établissement et le développement de microentreprises en Bulgarie

La mesure 312 de Bulgarie prévoit l'octroi d'aides aux investissements aux microentreprises nouvelles et existantes, ainsi qu'une assistance technique en matière de commercialisation et de gestion. À l'instar de tous les autres PDR, la mesure oriente son soutien vers la création et le développement d'activités non agricoles et exclut le soutien aux microentreprises agricoles, étant donné que celles-ci sont prises en charge par d'autres mesures du PDR.

Les entreprises de 231 municipalités rurales sur les 264 municipalités au total que compte la Bulgarie peuvent demander à bénéficier de la mesure 312. Des critères d'éligibilité ont été établis et définissent la microentreprise comme étant une entreprise dont l'effectif est inférieur à 10 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros [conformément à la définition des petites et moyennes entreprises (PME) donnée par la Commission dans la recommandation 2003/361/CE].

Les actions éligibles au bénéfice de la mesure de création et de développement d'entreprises sont notamment le soutien : aux entreprises du secteur de la transformation telles que la production de meubles, l'ingénierie électrique, etc.; aux installations de production d'énergie renouvelable (capacité inférieure à 1 mégawatt) destinée à la vente ou à l'autoconsommation; au développement de la fourniture de services

dans un large éventail de secteurs tels que les activités de conseil et les services aux entreprises; à la fourniture de soins de santé et de soins sociaux; au transport rural; aux activités d'hébergement touristique à petite échelle comptant moins de 20 chambres d'hôte.

Les critères de sélection pour bénéficier de la mesure accordent la priorité, entre autres, aux projets de développement de services de tourisme rural intégré, de services d'énergie renouvelable et de services basés sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi qu'aux projets proposés par des femmes et des jeunes (moins de 40 ans).

Le type de soutien fourni par le Feader pourrait inclure des investissements tels que la construction ou reconstruction ou la remise en état d'immeubles ou de bâtiments professionnels, l'installation de nouvelles machines et de nouveaux équipements, y compris de logiciels et d'équipements spécialisés, le développement de nouveaux produits, la conception de stratégies de commercialisation et l'introduction de systèmes de qualité. Une série d'activités publicitaires ou promotionnelles sont également envisagées.

En octobre 2009, l'organisme payeur bulgare avait reçu plus de 750 demandes de soutien au titre de la mesure 312, ce qui illustre l'intérêt élevé suscité par cette mesure. Celle-ci pourrait constituer en soi un important outil de diversification de l'économie rurale en Bulgarie qui est actuellement très dépendante de l'agriculture.



## Renforcer le capital humain en Allemagne

Le groupe d'action locale allemand Vulkaneifel est établi en Rhénanie-Palatinat. Ses priorités stratégiques sont notamment la fourniture d'un soutien au démarrage d'entreprises. Le GAL a acquis une bonne expérience dans ce domaine sous Leader+, et l'impulsion générée par la précédente période de programmation a été canalisée dans la mise au point d'un nouveau système qui bénéficie d'un cofinancement de PDR au titre de l'axe 3.

Le programme de soutien aux entreprises a été conçu pour s'adapter aux besoins de l'économie locale et vise à motiver, à encourager et à aider les personnes lors des phases initiales de développement d'idées. Il offre également un encadrement pour faciliter l'établissement et le développement d'entreprises rurales. Les chefs d'entreprise qui relèvent de la catégorie des femmes, des personnes âgées, des ayants droit potentiels et des étudiants sont prioritaires.

Un programme de soutien modulaire intégré est offert aux entrepreneurs locaux qui peuvent bénéficier de conseils dispensés par des experts en travail indépendant et acquérir des compétences transférables dans des domaines tels que la planification et la gestion commerciale.

Parmi les services connexes offerts par ce programme de l'axe 3, on peut citer des ateliers d'accompagnement pour faciliter la prise de décision et l'autoévaluation afin d'aider les personnes à définir les points forts et les points faibles de l'entreprise.

Le GAL encourage les approches inclusives et met pour ce faire à disposition des installations de formation mobiles qui permettent aux membres de la communauté rurale, en particulier à ceux vivant dans des zones rurales plus isolées, d'avoir un meilleur accès au régime de l'axe 3. Les services de création et de développement d'entreprises au titre de l'axe 3 sont en outre proposés en allemand, en russe et en turc. Cette approche témoigne de l'engagement du GAL à promouvoir le recrutement de personnes de différentes nationalités dans les opérations de développement rural, et ces actions innovantes aident le GAL Vulkaneifel à répondre à un aspect de plus en plus important de la diversité rurale, à savoir la diversité culturelle.

Pour de plus amples informations sur le travail effectué par le GAL Vulkaneifel afin d'aider les populations locales à répondre efficacement aux possibilités et aux défis de la diversité rurale, voir: <http://www.bernkastel-wittlich.de/lag-vulkaneifel.html> (en allemand).



WIRTSCHAFTSFÖRDERUNGSGESELLSCHAFT VULKANEIFEL MBH





**Utiliser  
la coopération  
comme une clé  
du développement  
des zones rurales**



**L'axe 4 soutient les actions de coopération qui peuvent aider des zones rurales différentes à recenser des problèmes de développement communs ainsi que des opportunités et des solutions communes. Ces méthodes de coopération se sont révélées efficaces pour créer une grande diversité d'avantages sociaux, économiques et environnementaux dans les campagnes européennes.**

Les approches Leader du développement rural de l'UE reposent sur la mise en œuvre de projets locaux de développement par des groupes d'action locale. Ces méthodologies découlent de trois générations de programmes de l'UE et sont intégrées aujourd'hui dans l'axe 4 de l'actuelle politique de développement rural de l'UE.

Selon les estimations de la fin de 2009, les zones rurales de l'UE devraient être soutenues par plus de 2 100 GAL. Chacun d'eux pourra accéder à une mesure spécifique de l'axe 4 (la mesure 421) qui finance la mise en œuvre de projets de coopération.

La coopération peut être soit interterritoriale (entre zones rurales au sein d'un même État membre) soit transnationale (entre zones rurales de différents États membres). L'ouverture à d'autres pays est traditionnellement un thème commun dans la coopération territoriale entre GAL.

### Vingt ans de coopération territoriale

C'est en 1989 que la Commission européenne a alloué pour la première fois des fonds destinés à la coopération territoriale. Elle a accordé plus de 21 millions d'euros à quatorze groupes de projets pilotes conformément à l'article 10 du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le but de résoudre des problèmes structurels dans les régions frontalières. Le programme Interreg a été créé en se fondant sur cette première expérience et s'est illustré depuis lors comme un mécanisme efficace de développement et de restructuration économiques dans les régions frontalières.

Les pays de l'Europe centrale et orientale ont également bénéficié de la coopération, l'UE ayant accordé un soutien important à travers différents programmes de coopération transfrontalière durant les phases de préadhésion. Ces actions de collaboration ont encouragé le transfert de connaissances entre les pays et abordé d'importantes questions de développement dans les régions frontalières.

### Coopération dans le domaine de la cohésion territoriale

Les premières réussites de la coopération territoriale rurale ont été inspirées et renforcées par des programmes de développement successifs. Un nombre sans cesse croissant de zones rurales a participé au processus et a acquis une expérience de coopération précieuse en la matière. La coopération territoriale a fourni d'importantes contributions, créant de véritables espaces de vie transfrontaliers, et s'est révélée particulièrement efficace dans l'aide qu'elle a apportée aux diverses régions pour recenser les problèmes de développement rural communs et les possibilités associées.

La coopération a aidé à transformer les différences et les complémentarités de l'Europe en atouts capables de déclencher des actions de développement plus harmonieuses. La popularité de la cohésion territoriale dans les actions Leader était également forte et est largement reconnue aujourd'hui comme l'un des principes clés des méthodologies Leader.

« **Leader a montré qu'il est très utile de s'étendre au-delà des frontières régionales et nationales. Lorsque des groupes Leader discutent ensemble au-delà des frontières, ils constatent que leurs réussites et leurs problèmes ne sont pas uniques. Ils comparent leurs observations. Ils tirent des enseignements mutuels. La vie devient nettement plus facile lorsque vous ne devez pas réinventer la roue!** »

Commissaire Mariann Fischer Boel, conférence Leader+, Évora, Portugal, 22 et 23 novembre 2007

## Un contexte favorable à la coopération

La Commission européenne est consciente de la valeur ajoutée apportée par la coopération et a développé divers outils de collaboration pour les zones rurales. En plus de la mesure 421 de l'axe 4 de la politique de développement rural, ces outils incluent l'objectif «Coopération territoriale européenne» de la politique régionale (également appelé Interreg IVC) et la sous-mesure 433 («Coopération transnationale et inter-régionale pour la mobilité») du Fonds social européen. Les zones rurales peuvent également participer à d'autres projets de coopération de l'UE, qui couvrent des thèmes basés sur l'éducation, la culture, l'environnement et la recherche. D'autres possibilités sont fournies par le biais de la politique de voisinage qui implique des pays frontaliers de l'UE.

Cette détermination de l'Europe à transformer la coopération en un outil central de cohésion territoriale a constitué la base d'un livre vert de la Commission intitulé «Livre vert sur la cohésion territoriale: faire de la diversité territoriale un atout», qui a été publié en 2008. Ainsi que le souligne le professeur Mark Shucksmith, expert en planification régionale européenne de l'université de Newcastle, au Royaume-Uni,

«le livre vert reconnaît la valeur de l'échange d'expériences et de connaissances par des personnes dans différents territoires. Les avantages ont été démontrés lors d'initiatives antérieures de l'UE et incluent non seulement des enseignements mutuels sur la façon dont des défis similaires sont relevés ailleurs, mais révèlent aussi qu'une telle coopération transnationale peut aider les personnes à avoir un regard nouveau sur l'endroit où elles vivent et à réfléchir à des idées qui leur paraissaient impensables auparavant».

Il poursuit en disant que «plusieurs zones rurales connaissent des changements rapides, mais la plupart d'entre elles concernent une série d'acteurs soucieux de l'avenir de leur région et souhaitant voir s'exprimer pleinement son "potentiel" tel quel prôné par le livre vert. Ces acteurs ont souvent des idées différentes, parfois conflictuelles, sur le potentiel d'un lieu, et une priorité consistera à aider à renforcer la capacité institutionnelle afin de leur permettre de résoudre leurs différentes idées et différents intérêts et à coopérer les uns avec les autres au fur et à mesure qu'ils avancent».

Ces messages renforcent les principaux objectifs de l'activité de l'axe 4 qui soutient la coopération transnationale.

## Mobiliser les réseaux ruraux nationaux

«Il est important que des zones rurales individuelles, aux possibilités, besoins et défis de développement similaires, se mettent ensemble et échangent leurs expériences», souligne Matej Štepec, représentant du ministère slovène de l'agriculture qui a consacré 10 % de son budget de l'axe 4 à la coopération. La priorité de soutien va ici à des séminaires de coopération, à des guides de méthodologie et à des groupes de travail.

Les approches varient d'un pays à l'autre et dépendent de l'expérience préalable en matière de coopération. Ainsi, le réseau rural autrichien soutient les projets de coopération en amont, en aidant les zones rurales à organiser de premières réunions avec leurs partenaires. De même, Françoise Bonert, du ministère luxembourgeois de l'agriculture, explique que son pays met à la disposition des GAL un budget de 5 000 euros pour financer le premier stade des projets de coopération transnationale.

L'Italie, qui prévoit de réserver plus de 110 millions d'euros pour la coopération Leader, insiste auprès des zones rurales pour qu'elles adoptent une véritable stratégie de coopération territoriale. Comme l'explique Catia Zumpano, chef

« Se réunir est un début; rester ensemble est un progrès; travailler ensemble est la réussite. »

Henry Ford





de coopération au sein du réseau rural italien (INEA): «Nous avons prévu plusieurs actions de soutien de la coopération, notamment relier les divers types de coopération tels que Leader, Interreg, la politique de voisinage et la coopération décentralisée.»

## Outil de développement territorial

La coopération est considérée aujourd'hui non seulement comme un facteur visant à promouvoir l'ouverture et l'innovation des zones rurales, mais aussi comme un outil majeur de développement territorial. Le processus de

la coopération a révélé qu'il était à la fois apprécié et fructueux. Des progrès ruraux particulièrement impressionnants ont été réalisés en aidant diverses zones à définir des difficultés, des opportunités et des solutions communes de développement rural.

Les enseignements des vingt dernières années montrent que «coopérer pour le plaisir de coopérer» offre peu d'avantages aux communautés rurales et que les projets de coopération doivent être planifiés avec soin afin de garantir des résultats de développement tangibles, s'accompagnant d'interactions synergiques, pour tous les participants.

De tels enseignements font partie de la richesse des expériences acquises par la coopération des GAL à ce jour, et quelques-unes des expériences de coopération intéressantes, parmi cette masse critique de connaissances sur le développement rural, sont présentées ci-après dans quatre études de cas relatives à l'axe 4.



### Combiner des aptitudes communes pour créer des opportunités économiques pour les zones rurales

Une idée de coopération a trouvé un terrain fertile dans une zone rurale française de tradition textile. Confrontés à une crise structurelle, couplée à des problèmes économiques, technologiques et de ressources humaines, les acteurs du secteur textile et le GAL Beaujolais vert se sont penchés sur les actions susceptibles d'être prises dans le cadre de leur programme Leader pour 2007-2013. Conscients de la nécessité de trouver de nouvelles solutions, ils ont décidé de se rendre aux Pays-Bas et d'y visiter des usines textiles dotées d'une technologie à la pointe du progrès qui sont reconnues actuellement comme leaders du marché en termes de performance et de compétitivité.

Ces discussions transnationales sur la technologie des machines et des logiciels ont rapidement débouché sur des plans de coopération plus larges, et le GAL italien Altra Romagna, qui dispose également d'un savoir-faire textile sur son territoire, s'est joint au projet. Les objectifs communs partagés par les Français et les Italiens impliquent la création de produits de coopération et leur positionnement sur de nouveaux marchés en regroupant leurs compétences et leurs savoir-faire dans le but ultime de développer un marché commun.

Des réunions de projet de coopération ont été fixées de manière à concorder avec les dates de foires commerciales européennes fréquentées par les deux partenaires, ce qui permet de réaliser d'importantes économies qui profitent



© MICROFLEX

utilement à l'efficacité du projet. Les réunions sont utilisées pour examiner les possibilités de développement d'un produit textile novateur qui représente l'identité des deux zones rurales et qui peut être utilisé lors d'événements culturels. Plusieurs possibilités bien précises ont déjà été suggérées, notamment un tissu à vocation événementielle, la création d'une marque commerciale et le développement d'un système de commercialisation.

Ainsi, ce projet, qui provient de zones rurales européennes marquées par des problèmes économiques similaires, des histoires différentes, mais des compétences et des connaissances complémentaires, réunit un large éventail d'acteurs issus des secteurs de l'économie, de la recherche et du tourisme (notamment de laboratoires, d'ateliers textiles, de syndicats et d'offices du tourisme). Leur défi consiste à exploiter efficacement les opportunités de coopération offertes par l'axe 4. Ils espèrent que leurs succès innoveront et repenseront conjointement l'avenir dans leurs secteurs textiles locaux qui non seulement représentent un atout économique pour leurs zones rurales, mais leur apportent aussi des avantages sociaux et stimulent leur sentiment identitaire.

Pour en savoir plus à ce sujet, voir:

<http://www.pays-beaujolais.com/france/DT1229005523/page/Approche-Leader-en-Beaujolais-Vert.html>



## Enseignements tirés de GAL au Luxembourg

Les petits pays ont bien profité des projets de coopération, et les deux études de cas suivantes révèlent des enseignements utiles émanant de GAL luxembourgeois, qui peuvent être transférés à d'autres.

Une petite association sans but lucratif de la commune luxembourgeoise de Beckerich a lancé une initiative de coopération innovante qui vise à créer un nouveau type de tourisme socio-culturel dans les zones rurales d'Europe. L'idée du projet se concentre sur l'établissement de liens entre zones rurales afin de développer des opportunités liées au patrimoine local. Brièvement, elle envisage une méthode alternative de voyage qui offre aux personnes de tout âge et de toute condition l'occasion de vivre une série unique d'expériences en tant que visiteurs.

Le GAL ayant accepté la proposition de coopération, l'étape suivante du développement du projet a consisté à trouver, partout en Europe, des zones partenaires intéressées à nouer des liens de coopération transnationaux. Quelques mois de contacts personnels, assistés par le GAL, ont suffi pour trouver six partenaires (en provenance d'Irlande, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Finlande et de Grèce). Ce processus

a été facilité par la mise à disposition d'un financement de 5 000 euros destiné à aider les GAL luxembourgeois à finaliser les premiers stades des projets de coopération.

Une des questions qu'il a fallu résoudre dès le début a été celle des ressources humaines. La charge de travail requise pour créer et soutenir un programme avec plusieurs partenaires a soulevé des craintes, parce que ni l'association ni le GAL ne disposaient de capacités de réserve suffisantes. La réponse a été relativement simple et a impliqué la conclusion d'un accord permettant de louer les services d'un «prestataire dont les coûts seront inclus dans le budget du programme et partagés par [nous] tous», explique Fons Jacques, le directeur du GAL de Redange-Wiltz. Ce dernier ajoute: «Nous avons déjà réservé des fonds de notre allocation "Coopération transnationale". Le Fonds européen agricole pour le développement rural et le gouvernement contribueront à concurrence de 69 %, et les communes apporteront les 31 % restants».

Ce modèle luxembourgeois suit une méthodologie de coopération directe et démontre la facilité relative avec laquelle on peut démarrer une coopération entre GAL de différents États membres en utilisant la mesure 421. Pour en savoir plus à ce sujet, voir: <http://www.rw.Leader.lu> et <http://www.dmillen.lu>



© FONTS JACQUES — BUREAU LEADER ESCHDORF



## Les grandes idées font les grands projets (de coopération)

Le centre des jeunes de Grevenmacher au Luxembourg travaille sur un nouveau projet de coopération qui vise à sensibiliser le public aux questions de protection de l'environnement. Le rôle principal dans ce projet est confié à des jeunes par l'intermédiaire d'un programme innovateur d'éducation à l'environnement.

Les membres du GAL de la localité se sont rapidement rendu compte du potentiel de coopération transnationale de la proposition initiale du centre des jeunes. Il en a résulté un élargissement de la proposition afin d'intégrer une dimension de coopération européenne impliquant une collaboration des jeunes avec des homologues dans différentes zones rurales. L'objectif est d'aider les participants au projet à mieux comprendre les défis environnementaux et à chercher des solutions communes pour différentes localités. Le projet de coopération au titre de l'axe 4 sera organisé conjointement avec un autre GAL luxembourgeois entre des zones françaises, italiennes et finlandaises.

Les jeunes devront s'engager à fournir un effort à long terme. Dans le cadre d'une série de grandes réunions qui se tiendront entre 2010 et 2012, ils prépareront des événements artistiques

et des projets créatifs autour d'un nombre de thèmes environnementaux tels que «La planète m'a dit...» ou «Montre-moi ton environnement et je te dirai qui tu es!» Ils incluent un dessin animé, des minispectacles, des sculptures et bien d'autres choses encore. Toutes ces créations seront présentées dans des cafés, des centres pour jeunes et dans la rue. Compilés sur CD et vidéo, ils feront également l'objet d'une vaste promotion auprès d'autres jeunes.

Les organisateurs du projet sont convaincus que leurs idées permettront d'enregistrer de bons résultats de projet de coopération transnationale. Des synergies dans lesquelles tout le monde a quelque chose à gagner sont attendues grâce à des avantages en termes d'éducation améliorée et de développement personnel pour les jeunes, ainsi qu'une meilleure prise de conscience des questions liées à l'environnement et des conditions environnementales améliorées pour les communautés rurales participantes.

Pour en savoir plus sur la visite, voir: <http://www.rw.Leader.lu> ou <http://www.miselerland.lu>



© FONTS JACQUES — BUREAU LEADER ESCHDORF

© SOPRIP SPA



## Les routes de pèlerinage européennes attirent toujours plus d'adeptes

Les GAL Soprip, en Italie, et Portodemouros, en Espagne, sont tous deux traversés par d'importantes routes de pèlerinage, et cet héritage commun a réuni les zones rurales dans une série d'initiatives de coopération qui a lieu depuis l'initiative Leader II. Leurs objectifs actuels sont parfaitement établis et visent à étendre le tourisme rural en promouvant le patrimoine social et culturel présent sur les deux routes de pèlerinage.

Des progrès considérables ont été réalisés, et l'accord de coopération initiale a été étendu de façon à inclure 18 GAL différents couvrant 5 États membres (Espagne, France, Italie, Portugal et Suède). Tous ensemble, ils ont mis sur pied un réseau rural européen dont le mandat couvre la commercialisation territoriale conjointe, la promotion de partenariats public-privé, des activités de communication et un site internet offrant des produits touristiques et locaux.

Ce travail de coopération a débouché sur une combinaison d'actions différentes assorties de nombreux résultats

pratiques. Avec un nombre de zones rurales aussi élevé, des changements s'imposaient en ce qui concerne l'organisation du travail et la coordination du réseau. Un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) a été créé afin de faciliter la gestion du projet. Cette structure officielle de partenariat, avec son statut juridique particulier, a prouvé qu'elle offre de nombreux avantages. Elle permet de réaliser des économies d'échelle en regroupant les ressources, offre la stabilité à long terme dans la coordination de projet, facilite l'organisation d'actions conjointes pour la vente et la commercialisation de produits et pour la création de formules touristiques, etc. Le GEIE simplifie en outre la gouvernance du projet et garantit son avenir à long terme.

Encouragés par ces résultats prometteurs, les partenaires envisagent de poursuivre le développement de leur projet en recourant au soutien de l'axe 4, et il sera intéressant de voir combien de nouvelles zones rurales pourraient se joindre au partenariat au cours de la période 2007-2013.

Pour en savoir plus, voir: <http://www.camminideuropeie.com>

# Citoyens ruraux

**La mise en œuvre efficace de la politique de développement rural de l'UE dépend des compétences, de l'engagement et de l'expérience d'une large palette de professionnels du développement rural. Ce chapitre en présente une petite sélection.**

# La voie à suivre pour l'agriculture durable en Flandre

© KOEN WELLEMANS

**Koen Wellemans est ingénieur agronome. Depuis dix ans, il est conseiller en agriculture durable auprès du gouvernement flamand de Belgique. Il est également activement impliqué dans le réseau rural flamand, offrant son soutien aux acteurs ruraux de Flandre.**

L'introduction des mesures agroenvironnementales est un élément essentiel du travail de M. Wellemans au ministère de l'agriculture et de la pêche. Une partie de son travail journalier consiste à donner des conseils à des collègues et à des décideurs politiques concernant l'impact des mesures politiques proposées sur l'agriculture flamande.

M. Wellemans comprend que l'agriculture durable offre de nouvelles opportunités, mais il est aussi conscient du fait qu'il existe des restrictions à prendre en compte comme les questions environnementales liées à la politique de l'eau ou associées à Natura 2000, le réseau des sites de conservation de la nature de l'UE.

Il est convaincu que les mesures d'encouragement telles que celles fournies par les mesures agroenvironnementales constituent le meilleur moyen de développer un mode de production agricole plus durable.

«Les exploitations agricoles ont toujours contribué à la biodiversité rurale», déclare-t-il, précisant que «l'agriculture

au cours de la période de l'après-guerre a dû évoluer et se développer. Après la Seconde Guerre mondiale, l'accent a été mis davantage sur la production sans tenir compte de l'impact sur la biodiversité et sur l'environnement». M. Wellemans pense qu'aujourd'hui, la voie vers une agriculture plus durable ne consiste pas à revenir simplement en arrière et à tenter de réintroduire les méthodes d'agriculture en vigueur dans les années 40. Pour lui, «une nouvelle direction durable qui tient compte des changements intervenus dans l'agriculture et dans les pratiques agricoles s'impose. La méthode à suivre doit être mûrement réfléchie et ne pas être appliquée de manière trop brusque».

**Parlez-nous d'un projet de développement rural intéressant et récent auquel vous avez collaboré.**

Depuis 2007, je travaille pour le réseau rural flamand. Avec mes collègues, nous recherchons les meilleures pratiques dans le programme de développement rural de Flandre. Parallèlement, nous tentons de voir ce qui se passe dans les autres pays. La connaissance de ces meilleures pratiques est diffusée en recourant à des moyens tels que le site internet du réseau, des bulletins d'information réguliers, des séminaires et des voyages d'études. On espère ainsi que ces exemples positifs feront office de catalyseurs pour des projets innovateurs.

Pour plus d'informations sur le réseau rural flamand, voir: <http://www.ruraalnetwerk.be>

**Quelle est, selon vous, la plus grande source de gratification ou de satisfaction associée au fait de travailler ou de vivre dans votre partie de l'Europe rurale?**

Je vis dans une zone rurale de Flandre. Aarschot, la ville la plus proche, n'est qu'à 10 kilomètres, et je peux me rendre au travail à Bruxelles en une demi-heure en train. Il s'agit d'un bon exemple de ce qu'est une «zone rurale» en Flandre. La ville n'est jamais très loin et les avantages de la ville sont également accessibles aux citoyens ruraux. La ruralité périurbaine est un point très important du PDR flamand.

**Quels sont, selon vous, les principaux problèmes, défis et opportunités liés au développement rural dans votre partie de l'Europe et votre domaine d'expertise?**

Un grand défi pour les agriculteurs est de savoir comment faire face aux restrictions introduites en réponse aux demandes de la société. Celles-ci sont généralement établies sous la forme de lois, et notamment de lois nationales et de directives européennes telles que la directive «Nitrates» qui concerne la protection des eaux contre la pollution

provoquée par les nitrates d'origine agricole. J'espère que les décideurs politiques sauront se montrer suffisamment patients afin d'accorder aux agriculteurs le temps nécessaire pour évoluer dans un sens plus durable. La politique de développement rural doit continuer à prêter aux agriculteurs une main secourable dans ce processus en pleine évolution.

Un léger décrochage dans la relation entre les agriculteurs et les autres habitants du pays est également survenu au cours des dernières décennies. Cela peut être dû à des intérêts divers et parfois divergents, par exemple à l'aspect non local de la production agricole, mais cela peut aussi résulter du fait que les zones rurales deviennent de plus en plus résidentielles. Un nombre croissant de personnes, dont je fais partie, travaillent en ville et ne reviennent à la campagne que pour dormir ou y passer leurs loisirs.

La politique de développement rural peut aider à stimuler les opportunités d'emploi dans les zones rurales et peut tisser de nouveaux liens entre les personnes qui vivent et travaillent dans des zones rurales.

### Que faut-il faire, qui doit agir et comment faut-il procéder pour relever ces défis et tirer pleinement profit des opportunités?

Tout le monde a une responsabilité à ce niveau: les agriculteurs doivent respecter l'environnement dont ils tirent leur gagne-pain. Les consommateurs doivent respecter les agriculteurs et leurs produits et se rendre compte que des prix équitables doivent être payés pour les produits. Les gouvernements doivent proposer des mesures d'encouragement, le cas échéant, afin de travailler sur la durabilité. Les agriculteurs et les autres habitants des campagnes doivent travailler ensemble pour créer une nouvelle dynamique et de nouvelles possibilités d'emploi.

La proximité de la ville crée également des possibilités pour des zones rurales telles que ma région, et il est possible que celles-ci n'aient pas encore été entièrement épuisées. Une nouvelle dynamique peut créer de nouveaux liens

qui pourraient conduire à une façon de penser totalement nouvelle sur la ville et la ruralité périurbaine.

### Quels enseignements positifs avez-vous tirés de votre travail dans le développement rural et quels seraient les «trois principaux» conseils que vous donneriez à d'autres artisans du développement?

Il n'est possible d'inciter les agriculteurs et les consommateurs à évoluer dans un sens plus durable que dans la mesure où ils y croient eux-mêmes. Le tout se résume à une question d'apprentissage et de croissance, voire de travail pionnier. Il ne s'agit pas d'une chose que vous pouvez imposer par la loi ou des règles. Les décideurs politiques doivent avoir cela à l'esprit afin d'atteindre des objectifs durables.

L'un des principaux objectifs des réseaux ruraux est de rechercher les meilleures pratiques dans le domaine et d'étendre la prise de conscience tant au sein de la

région que dans d'autres zones. Nous devons reconnaître que de nombreuses choses ont déjà été accomplies pour soutenir les communautés rurales grâce au programme Leader avec le concours de l'UE. Au lieu de gaspiller l'énergie en dupliquant ce qui a été fait dans le passé, nous devrions tirer des enseignements de l'expérience acquise; le but est de nous concentrer sur la façon dont cette expérience peut être mieux appliquée dans la vie quotidienne.

Enfin, une question de plus en plus pré-occupante est le fait qu'un nombre croissant de jeunes agriculteurs qui souhaitent démarrer une exploitation agricole ne trouvent pas d'endroit adéquat dans notre région. Cela s'explique par le fait qu'ils ne peuvent entrer en concurrence avec les habitants résidentiels ou ceux qui exploitent de petites entreprises dans la région. La sauvegarde des bons sites agricoles, où l'agriculture durable offre également des possibilités prometteuses, doit être assurée. Le développement rural de l'UE peut jouer un rôle clé à cet égard.

« Il n'est possible d'inciter les agriculteurs et les consommateurs à évoluer dans un sens plus durable que dans la mesure où ils y croient eux-mêmes. Le tout se résume à une question d'apprentissage et de croissance, voire de travail pionnier. »



Koen Wellemans



© MARKO KOŠČAK

# Le respect des populations rurales avant tout

**Le docteur Marko Koščak est géographe, ingénieur et planificateur rural. Il est établi en Slovénie. Il participe activement au développement rural et régional depuis plus de dix-huit ans et travaille aux niveaux local, régional, national et international, notamment en tant que consultant pour les gouvernements en Europe et en Asie. Le docteur Koščak a participé à plus de 120 projets intégrés de développement rural en Bosnie-et-Herzégovine, en Croatie, au Monténégro, au Royaume-Uni, en Serbie et en Slovénie. On retrouve parmi ceux-ci la mise en œuvre de certains aspects de développement économique du programme Sapard, et une grande partie de sa charge actuelle de travail est axée sur la promotion d'approches en partenariat local d'activités de développement rural durable par les municipalités, les agences de développement régionales et les chambres de commerce régionales.**

**Parlez-nous d'un projet de développement rural intéressant et récent auquel vous avez collaboré.**

Mon expérience la plus récente est ma collaboration à un projet concernant ma propre région dans le sud-est de la Slovénie, intitulé «Sur les chemins du patrimoine», une sorte de suivi d'activités entamées il y a une douzaine d'années. L'idée de base est la revitalisation rurale grâce au tourisme durable par le développement de produits et de partenariats.

Cette dernière année, par exemple, nous avons relié environ 1 500 kilomètres d'itinéraires pédestres, cyclistes, équestres et fluviaux. Ceux-ci sont à présent tous combinés sur l'internet grâce à un système GPS de sorte que les visiteurs peuvent choisir où aller et télécharger certaines parties de l'itinéraire sur un ordinateur portable ou un téléphone mobile. De plus amples informations sur ce projet peuvent être consultées sur le site multilingue: <http://www.slovenia-heritage.net>

**Quelle est, selon vous, la plus grande source de gratification ou de satisfaction associée au fait de travailler ou de vivre dans votre partie de l'Europe rurale?**

Je pense qu'ici, nous vivons toujours une sorte de «vie authentique». Je vis dans un village de 40 habitants, où mes grands-parents ont vécu et où je connais pour ainsi dire tout le monde. Nous avons le privilège de jouir d'un environnement propre, d'une bonne infrastructure et de bonnes conditions de vie. Si nous regardons autour de nous, en dehors de l'UE, nous voyons que les Européens vivent dans un paradis relatif, mais parfois nous avons tendance à considérer que cela va de soi. Nous avons perdu beaucoup de notre mode de vie traditionnel à cause de notre «frénésie de consommation»: nous courons de plus en plus au quotidien sans penser au lendemain.

La communication avec les autres est, selon moi, l'un des aspects les plus gratifiants: je peux en réalité faire tout mon

travail si j'écoute attentivement et parle aux habitants ruraux, parce que ce sont les meilleurs experts. Pour moi, le défi est de savoir comment traduire leurs mots dans un langage que la «bureaucratie» peut comprendre.

**Quels sont, selon vous, les principaux problèmes, défis et opportunités liés au développement rural dans votre partie de l'Europe et votre domaine d'expertise?**

Sans aucun doute, comment trouver un équilibre entre le développement, la protection de l'environnement et l'harmonie sociale: il existe de nombreux intérêts différents, et cela peut aussi engendrer des conflits. Par conséquent, il sera très important pour l'avenir de l'Europe rurale de rechercher un consensus de manière démocratique et par la voie de la discussion. Il est très dangereux de prendre des décisions à motivation politique qui ne tiennent pas compte des autres avis ou des personnes qui ont des points de vue différents.

**Que faut-il faire, qui doit agir et comment faut-il procéder pour relever ces défis et tirer pleinement profit des opportunités?**

Pour moi, les partenariats sont la meilleure façon de garantir que des décisions prises seront acceptables pour la majorité. Il faut aussi que les personnes comprennent que nous ne pouvons pas tout laisser au secteur public. Récemment, j'étais

en Finlande où je rendais visite à des collègues d'un groupe d'action locale et j'ai été impressionné de constater que, douze ans après leur inclusion dans Leader, 80 % des projets impliquent désormais le secteur privé. En Slovénie, nous n'en sommes pas encore là, mais nous considérons qu'il s'agit de la voie à suivre. Il semble qu'une grande partie de la confiance mutuelle doive se construire entre le secteur public et le secteur privé. Vous ne pouvez pas simplement «claquer des doigts» et avoir un partenariat efficace. Il nous faut aussi trouver des projets que le secteur privé est disposé à soutenir. À l'avenir, nous devrions faire cela plus souvent que ce que nous avons fait jusqu'ici, et je sais que les PDR ont des mesures pour faciliter ce processus.

Grâce à l'approche Leader, 24 nouveaux GAL ont été établis en Slovénie. Nous voyons aujourd'hui que nous devons coopérer sur une échelle nettement plus large. Nous sommes sur le point de créer des régions. Nous avons le niveau national et le niveau municipal/local, mais nous n'avons pas encore ce tiers intermédiaire. Les 12 régions administratives existent sur papier, mais elles ont aujourd'hui une finalité essentiellement statistique, et nous nous efforçons de renforcer notre capacité actuelle de réseau régional.

Pour ce qui est de l'expertise, certaines des agences de développement rural existantes sont relativement bien dotées en personnel, tandis que d'autres ne le sont pas. Cela peut parfois influencer le degré d'absorption de fonds de PDR. Étant donné que les territoires des agences actuels sont, selon moi, relativement petits, nous envisageons de réduire le nombre de régions, mais d'en accroître la taille, ce qui permettrait de renforcer le savoir-faire et d'amener un plus grand nombre de partenaires à aider au cofinancement des projets.

En ce qui concerne les choses à faire au-delà des frontières actuelles de l'UE, j'ai constaté, lorsque je travaillais dans des pays du voisinage de l'UE tels que la Bosnie-et-Herzégovine, qu'il existe souvent un besoin de s'ouvrir davantage aux organisations non gouvernementales et à la prise de décision démocratique. C'est un processus que les personnes apprennent. Parfois, elles ne sont toujours pas suffisamment motivées pour participer, mais elles sont à présent toutes invitées à contribuer, et ça, c'est important. Il s'agit d'une première étape essentielle et réussie sur laquelle on peut s'appuyer pour faire avancer des initiatives de développement rural dans les pays qui entourent l'UE.

### Quels enseignements positifs avez-vous tirés de votre travail dans le développement rural et quels seraient les «trois principaux» conseils que vous donneriez à d'autres artisans du développement?

Il est essentiel que ceux qui sont impliqués dans la gestion de projets ruraux soient les premiers à écouter. Le temps où des experts avaient réponse à tout est révolu. Les personnes sont des experts et certaines d'entre elles disent même que le problème, ce sont les experts [rires]. De telles déclarations signifient qu'en tant que professionnels du développement rural, il est important que nous entrions en contact avec la population locale et, comme je l'ai dit précédemment, que nous l'aidions à traduire ses mots dans un langage que la «bureaucratie» peut comprendre. Il s'agit, selon moi, de la meilleure façon pour obtenir des résultats.

Un autre enseignement important est qu'il n'y a pas deux situations identiques. J'ai vu des collègues qui tentaient de mettre en œuvre à un endroit des projets

qui avaient fonctionné précédemment ailleurs et je les ai vus s'enfoncer dans les difficultés. Il est dangereux d'adopter une approche de copier/coller. Pour éviter ce piège, il vous faut revenir au niveau local depuis le début. Pour moi, il est important de voir les habitants, de leur rendre visite et de leur parler. Pas seulement d'une manière formelle, mais aussi lorsqu'ils ont des problèmes, lorsqu'ils célèbrent quelque chose, dans leur vie de tous les jours. Cette façon de faire vous permet de comprendre leur situation et de déterminer ce qui doit être fait pour adapter une idée de projet à de nouvelles conditions.

Cela me conduit à mon troisième conseil: nous devrions respecter le mode de vie des personnes et ne pas essayer de le changer lorsque nous gérons des projets. Les projets et les investissements peuvent changer la vie, mais nous devons être prudents pour éviter d'avoir un impact négatif sur la vie quotidienne. Un slogan pour le tourisme dans ma région dit ceci en résumé: «Ton quotidien est l'aventure de quelqu'un d'autre.»

Mon projet suivant, en ancienne République yougoslave de Macédoine, est très intéressant et utilisera cette approche ascendante. Dans le cadre du programme intégré de développement rural (qui suit des principes semblables à Leader, mais avec une portée plus large), nous tenterons de créer une stratégie de développement pour le village de Manastirski Dolenci, à 200 kilomètres de Skopje. Il s'agira d'un projet pilote qui impliquera pour la première fois des gens du cru. Nous semons les graines qui vont permettre au ministère de l'agriculture de l'ancienne République yougoslave de Macédoine de transformer le projet en système national: apprendre à connaître les vues des villages et des microrégions de manière à fixer les bonnes priorités de planification stratégique.

« Il est dangereux d'adopter une approche de copier/coller. [...] il vous faut revenir au niveau local [...] voir les habitants locaux, [...] leur rendre visite et [...] leur parler. [...] comprendre leur situation et [...] déterminer ce qui doit être fait pour adapter une idée de projet à de nouvelles conditions. »

Dr Marko Koščak

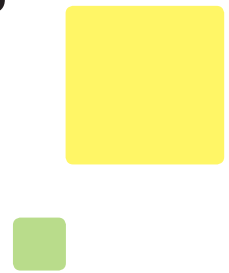






© T. HUDSON

# Développement rural: perspectives du Parlement de l'UE



**Neil Parish est le président sortant de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen. Il retourne à la scène politique nationale après avoir représenté le sud-ouest de l'Angleterre, une région très rurale, au sein du Parlement européen pendant dix ans. Depuis 2004, M. Parish a également représenté le rocher de Gibraltar en tant que membre du Parlement européen (MPE). Il dispose d'une solide connaissance des affaires du gouvernement local, ayant occupé des fonctions de conseiller communal, conseiller de district et conseiller de comté dans le Somerset, où il possède une ferme.**

**Parlez-nous d'un projet de développement rural intéressant et récent auquel vous avez collaboré.**

Bien que nous ne travaillions pas directement sur des projets individuels, la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen reçoit de nombreux rapports associés à des projets, et, en tant que président, j'étais intéressé à trouver des moyens d'investir plus d'argent dans le développement rural de façon que nous puissions réellement le faire fonctionner. Nous avons examiné des projets qui s'occupaient non seulement des milieux ruraux, mais aussi des exploitations

rurales. L'initiative de la Commission visant à introduire la large bande dans un plus grand nombre de parties de l'Europe rurale, par exemple, est une bonne chose.

Nous devons être directs et honnêtes en ce qui concerne le développement rural et nous assurer qu'il fonctionne. Nous devons faire en sorte de cibler les bonnes régions et veiller à ce que les fonds y parviennent réellement.

Quelle est, selon vous, la plus grande source de gratification ou de satisfaction associée au fait de travailler ou de vivre dans votre partie de l'Europe rurale?

Parce que je suis un agriculteur et que j'aime réellement la campagne, je suis intimement convaincu que, pour l'environnement et la campagne, l'agriculture est une partie de la solution et pas le problème. Je pense que, parfois, nous voyons les choses à l'envers.

De par mon expérience pratique en tant qu'agriculteur, j'étais ouvert à l'idée de réformer la politique agricole, alors que je dois avouer que certains membres de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen ne souhaitaient en réalité rien changer du tout. Mais nous devons accepter que la plus grande partie de la population aspire à la réforme. Ils veulent des aliments sains et une bonne agriculture, un environnement sain et des investissements tant dans les questions environnementales que dans l'agriculture.

Je suis favorable à l'adaptation de la PAC sur la base du bilan de santé, mais pas simplement parce qu'il s'agit d'une bonne idée en principe. Je veux m'assurer que, dans la pratique, la distribution des fonds à un plus grand nombre de groupes cibles fonctionne réellement. Mais je ne souhaite pas nourrir une énorme bureaucratie qui est déjà suralimentée, selon moi.

Quels sont, selon vous, les principaux problèmes, défis et opportunités liés au développement rural dans votre partie de l'Europe et votre domaine d'expertise?

Comme je l'ai dit, la large bande est une des questions clés. De même, nous devons nous assurer que le tourisme rural et le tourisme vert sont soutenus et que les entreprises qui peuvent déménager vers les zones rurales reçoivent l'aide nécessaire pour le faire; une partie de ce soutien devrait venir de l'Europe et une autre de l'État membre, mais il est indispensable qu'il y ait une «réflexion conjointe» entre l'Europe et les États membres jusqu'au niveau rural local.

Que faut-il faire, qui doit agir et comment faut-il procéder pour relever ces défis et tirer pleinement profit des opportunités?

Il s'agit essentiellement de s'assurer que nous établissons une politique au niveau de l'UE et que nous essayons de faire parvenir les fonds aux entreprises et aux communautés qui en ont besoin. De mon côté de la planète, les projets ont été relativement efficaces parce qu'ils ont de l'argent à consacrer aux communautés dans les régions rurales. Nous devons nous assurer qu'au niveau de l'UE, au niveau national et au niveau des autorités locales, nous ramons tous dans la même direction.

L'un des problèmes de la politique européenne, selon moi — de même qu'au niveau de la politique nationale —, est qu'elle est toujours ascendante. Autrement dit, ceux qui doivent recevoir les fonds en réalité, qui doivent compléter les formulaires, etc., éprouvent très souvent des difficultés à formuler leurs idées sur la façon de simplifier le processus dans son ensemble. Simplifier les processus est un défi, mais aussi une opportunité.

Pendant mon mandat de président, la Bulgarie et la Roumanie ont adhéré à l'Union européenne. La Bulgarie, en particulier, représentait un grand défi parce qu'elle avait d'énormes difficultés à faire parvenir les fonds non seulement aux entreprises, mais aussi aux agriculteurs, et elle a toujours des problèmes. La Commission a dû cesser les paiements pendant un moment, bien que les négociations aient repris aujourd'hui. À nouveau, nous devons nous assurer que les nouveaux États membres disposent des bonnes structures.

« Nous devons nous assurer qu'au niveau de l'UE, au niveau national et au niveau des autorités locales, nous ramons tous dans la même direction. »

**Quels enseignements positifs avez-vous tirés de votre travail dans le développement rural et quels seraient les «trois principaux» conseils que vous donneriez à d'autres artisans du développement?**

S'assurer que les aides parviennent bien aux entreprises rurales et que la bureaucratie ne présente pas de lacunes au point d'obliger les intéressés à dépenser beaucoup d'argent pour essayer de se lancer dans des projets et obtenir des fonds de développement rural pour se voir évincés en fin de compte. Lorsque

nous dépensons des fonds de développement rural, nous devons obtenir un retour sur investissement et ne pas les gaspiller en formalités bureaucratiques.

J'hésite toujours à donner des conseils à un nouveau président, mais je dirais: poursuivons la réforme de l'agriculture, assurons-nous qu'elle convient à un plus grand nombre de personnes, pas seulement aux agriculteurs, mais aussi aux consommateurs et à ceux qui souhaitent un meilleur environnement, et essayons d'évoluer vers un système plus approprié dans les 27 États membres.



Les zones rurales à la loupe

# La qualité du produit rural: promouvoir et améliorer une large gamme de produits ruraux



**La tradition et la qualité sont des aspects à valeur ajoutée essentiels de la production alimentaire de l'UE, et la réussite de la politique de qualité agricole continue de dépendre d'une bonne communication avec les consommateurs. Ces faits sont reconnus par les acteurs du développement rural de l'UE et sont reflétés dans la communication de l'UE de 2009 sur la qualité des produits agricoles.**

La promotion de la qualité des produits agricoles est un mécanisme efficace afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et de créer également des avantages pour le consommateur, ainsi que l'a fait remarquer la commissaire Mariann Fischer Boel en déclarant: «Dans un monde de plus en plus concurrentiel, les agriculteurs européens doivent s'appuyer sur leur principale force: la qualité.»

Les approches de la qualité du produit que l'UE encourage correspondent à des changements survenus dans le comportement du consommateur. Celui-ci recherche de plus en plus des produits de qualité répondant à des «normes de qualité» et des produits «authentiques». Les consommateurs urbains, par exemple, recherchent aujourd'hui plus d'assurance et de points de référence en ce qui concerne notamment le lieu de production et la méthode de production.

Des aspects spécifiques associés à la qualité des produits locaux ont également aidé à améliorer la viabilité de nombreuses zones rurales qui ont rencontré des difficultés avec l'aspect agricole pour des raisons structurelles ou de production, comme la petite taille des exploitations ou un terrain opérationnel difficile.

D'autres avantages découlant d'approches de qualité sont ceux qui sont associés à la qualité de l'environnement et des paysages de l'Europe. Des synergies, en particulier la production de biens publics, sont souvent possibles à la suite de l'adoption d'approches de qualité pour les produits ruraux.

### Définir la qualité

Pour les agriculteurs, la qualité est synonyme de fourniture de produits qui présentent les caractéristiques souhaitées (par exemple un pourcentage de viande

maigre) et portent des indications adéquates concernant les méthodes de production (notamment en rapport avec le bien-être des animaux). Cela s'applique à tous les domaines, des matières premières produites dans le respect de normes minimales jusqu'aux produits à haute valeur ajoutée qui obéissent à des méthodes de production nettement plus strictes.

Les normes de commercialisation communautaires dans le secteur agricole définissent certaines caractéristiques du produit (par exemple «vierge extra» en rapport avec l'huile d'olive, «œufs de poules élevées en plein air» ou fruits et légumes de «catégorie I»). Elles encouragent les agriculteurs de l'UE à fournir des produits d'une qualité donnée en conformité avec les attentes des consommateurs et permettent d'établir une comparaison de prix entre diverses qualités du même produit.

L'histoire des systèmes de certification de l'UE remonte à 1991 et 1992 lorsque les désignations de l'agriculture biologique telles que l'indication géographique protégée (IGP), l'appellation d'origine protégée (AOP) et la spécialité traditionnelle garantie (STG) ont été définies.

Au total, plus de 3 000 indications géographiques sont enregistrées ou sont en cours d'examen pour des vins, des boissons alcoolisées et des produits agricoles ou alimentaires. Ces

Labels de qualité des produits agricoles de l'UE



dénominations protègent des produits ruraux tels que le Gorgonzola, le Parmigiano-Reggiano, le Melton Mowbray pork pie, l'Asiago, le camembert de Normandie et le champagne, qui ne peuvent être étiquetés comme tels que s'ils proviennent de la région indiquée. Ainsi, pour pouvoir bénéficier de la dénomination «roquefort», le fromage doit être produit avec du lait provenant d'une certaine race de mouton et être affiné dans les grottes naturelles proches de la ville de Roquefort dans l'Aveyron en France, où l'on trouve des spores du champignon spécifique (*Penicillium roqueforti*).

Compte tenu de l'importance commerciale des indications géographiques, la Commission européenne fait des efforts considérables pour étendre la protection juridique au niveau mondial. Cela implique à la fois des tentatives visant à développer un système d'enregistrement international par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la négociation d'une série d'accords bilatéraux destinés à compléter les dispositions de l'accord ADPIC concernant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Ces premières bases de la politique de qualité moderne ont été complétées en 2004 par une nouvelle réglementation [règlement (CE) n° 383/2004] qui a établi un degré plus élevé de transparence dans la politique de protection de la désignation des produits agricoles. En 2004 toujours, la Commission a introduit un plan d'action européen dans le domaine des produits agricoles dits «biologiques», qui a été complété plus récemment par le nouveau règlement (CE) n° 834/2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques.

On notera que le secteur de l'agriculture biologique (qui concerne essentiellement les fruits et légumes, les vins et les plantes aromatiques ou médicinales) a été le témoin d'un développement spectaculaire ces dernières années dans toute l'UE. Dans le cas des produits biologiques, une attention particulière est également accordée au fonctionnement amélioré du marché biologique européen ainsi qu'à sa promotion et à sa consolidation.

En outre, des systèmes privés ou nationaux de certification visant à offrir aux consommateurs de meilleures informations sur les méthodes de production utilisées et les caractéristiques du produit existent également.

#### Les objectifs généraux et les impacts de la politique de qualité des produits agricoles de l'UE peuvent se résumer comme suit:

- Veiller à ce que les agriculteurs et les producteurs perçoivent un revenu équitable reflétant la qualité de leurs produits agricoles.
- Permettre aux agriculteurs et aux producteurs de satisfaire le souhait des consommateurs d'accéder à des produits dont les caractéristiques et les méthodes de production génèrent une valeur ajoutée.
- Améliorer la compréhension par les consommateurs des caractéristiques des produits agricoles et de leurs méthodes de production en veillant à ce que des informations précises soient fournies sur les étiquettes et par les systèmes de certification.

#### Défis en rapport avec la qualité

Les principales difficultés créées par le cadre législatif existant sont notamment associées à sa complexité. Des critères de qualité, labels et systèmes de plus en plus nombreux ont été introduits à différents niveaux: local, régional, national et européen. Ceux-ci peuvent ne pas être harmonisés ou se chevaucher et présenter ainsi des difficultés quant à l'application et à la protection des méthodes de production ou des désignations, et quant à leur compréhension par les producteurs et les consommateurs.

Parallèlement, une grande diversité de règles, de normes légales et d'outils est

imposée aux professionnels du secteur agricole et rend le système de qualité difficile à comprendre. Ceux-ci incluent des exigences associées aux bonnes pratiques agricoles, aux normes de santé et aux clauses contractuelles concernant les signes de qualité ou les règles en matière d'étiquetage et de certification.

Par ailleurs, le fait qu'un nombre croissant de produits soit originaire de pays émergents à bas coûts de production exerce une pression accrue sur les agriculteurs de l'UE.

Le manque de communication adéquate entre agriculteurs, acheteurs et consommateurs concernant la qualité des produits agricoles peut créer des difficultés additionnelles et requérir des efforts pour renforcer cet élément essentiel de la promotion de la qualité.

#### Développements récents

Ces types de problèmes ont été reconnus par les parties prenantes agricoles de l'UE et ont conduit à une nouvelle initiative de la Commission, qui aide à améliorer les approches stratégiques visant à soutenir la qualité du produit agricole. Cela s'est traduit par la publication d'un livre vert, en octobre 2008, accompagnée d'une consultation à grande échelle sur le fonctionnement des systèmes de certification de la qualité. Cette consultation a recueilli les points de vue sur la pertinence des instruments réglementaires existants et les effets des politiques de qualité sur les agriculteurs tant au sein qu'en dehors de l'UE.

#### Les principales questions examinées par la Commission en ce qui concerne la politique de qualité du produit agricole étaient les suivantes:

- Comment faut-il développer à l'avenir les instruments tels que les indications géographiques et les systèmes de certification de la qualité alimentaire?
- Quel est le rôle des normes de commercialisation pour les produits agricoles?

Au total, 560 contributions en provenance de 26 États membres et de 5 pays non membres de l'UE (Argentine, Australie, États-Unis, Norvège et Suisse) ont été reçues dans le cadre de la consultation. La France, l'Italie et la Pologne ont fourni plus de 50 % des réponses. Les participants ont couvert un large éventail d'intérêts, notamment ceux des agriculteurs, des commerçants, des représentants d'intérêts européens, des autorités locales, des consommateurs, des organisations non gouvernementales (ONG), des personnalités du monde agricole et des organisations de producteurs.

Les constatations et l'analyse des résultats de la consultation ont été présentées par la Commission en mars 2009 lors d'une conférence consacrée aux politiques de la qualité agricole, qui a été organisée par la présidence tchèque du Conseil de l'UE à Prague. Les participants à la conférence ont discuté d'un ordre du jour complet portant sur les questions de produits de qualité incluant les exigences agricoles et les normes de commercialisation, les systèmes de qualité de l'UE, les systèmes de certification et l'agriculture biologique.

Les conclusions de la conférence et les résultats de la consultation sur le livre vert ont été utilisés pour rédiger une communication de la Commission sur la politique de qualité des produits agricoles, qui a été publiée en mai 2009.

Selon Vincent Cordonnier, représentant de l'unité «Qualité» de la Commission, la communication insiste sur trois grandes priorités: «La première traite de l'amélioration de la communication

entre les agriculteurs, les acheteurs et les consommateurs. La deuxième se concentre sur le renforcement de la cohérence des instruments et normes actuels associés à la commercialisation: normes de commercialisation, certification de la qualité des aliments, indications géographiques et agriculture biologique. Quant au troisième objectif prioritaire, il consiste à faciliter la compréhension des divers systèmes et des termes d'étiquetage par les agriculteurs et les consommateurs.»

Concernant les objectifs d'amélioration des normes de commercialisation pour une large gamme de produits ruraux que s'est fixés la communication, la réflexion se poursuivra sur les aspects tels que le processus d'étiquetage, la nécessité d'identifier le lieu de production et l'introduction éventuelle d'un terme réservé aux produits issus de l'agriculture de montagne.

Les prochaines phases examineront également l'harmonisation des instruments liés aux indications géographiques, couvrant les produits agricoles et les denrées alimentaires, les vins et les boissons alcoolisées, tout en conservant les spécificités de chaque système. D'autres efforts porteront sur l'examen de la possibilité de remplacer le système actuel des «spécialités traditionnelles garanties» par un terme réservé: «produits traditionnels».

La communication préparera également le terrain pour l'amélioration de la commercialisation des produits biologiques à l'aide d'un logo prévu pour juillet 2010, qui offre aux consommateurs des garanties concernant les normes de production biologique de l'UE.

## Étapes suivantes

Ainsi que l'a souligné le responsable de la Commission dans ses prévisions des prochaines étapes de la politique de qualité du produit agricole de l'UE: «Le calendrier d'exécution de ces nouvelles orientations stratégiques est en cours de discussion. Nous pouvons toutefois nous attendre à des propositions d'ici à la fin de 2010.»

Les résultats de la consultation en cours et les nouveaux développements politiques de la Commission devraient fournir aux producteurs agricoles et à d'autres acteurs ruraux de nouvelles opportunités d'accéder à des normes améliorées pour un large éventail de produits ruraux.

Dans ce contexte, il restera important de consolider les efforts déployés par les producteurs européens. Ces objectifs ont été soulignés par la commissaire dans l'allocution de clôture qu'elle a prononcée lors de la conférence de Prague sur la qualité du produit, où elle a déclaré: «Les systèmes de qualité impliquent souvent un certain nombre d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Le danger toutefois existe que les agriculteurs se retrouvent marginalisés dans certains cas. L'objectif principal est de s'assurer que les agriculteurs bénéficient du plus grand nombre possible de systèmes, puissent faire passer leur message au consommateur final et utilisent ainsi les systèmes d'étiquetage afin d'être récompensés pour leur dur labeur.»

Pour de plus amples informations sur la communication relative à la politique de qualité des produits agricoles, voir: [http://ec.europa.eu/agriculture/quality/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/quality/index_fr.htm)

«**En définitive, la politique de qualité consiste à communiquer avec les consommateurs. Je pense que nous pouvons y parvenir sans intervenir "de manière agressive".**»

Mariann Fischer Boel, membre de la Commission européenne, chargée de l'agriculture et du développement rural

**Tour d'horizon du monde rural**

# **La biodiversité de l'UE: une mesure d'encouragement économique durable pour les zones rurales**







## Au sein de l'Union européenne, comme ailleurs dans le monde, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour qu'il soit mis un terme à l'appauvrissement de la biodiversité. Les mesures destinées à répondre à cet objectif peuvent présenter d'importants avantages économiques pour les communautés rurales.

La biodiversité est un terme vaste qui fait référence à la variété de la vie et de ses mécanismes. Elle inclut la diversité: au sein des espèces, telles les différentes variétés de races animales et de cultures; entre les espèces; entre les habitats, y compris les différentes utilisations des terres agricoles. La biodiversité est étroitement liée aux zones rurales qui représentent la plus grande partie du territoire de l'Europe et plus de la moitié de sa population et qui sont, comme telles, également vitales pour satisfaire ses besoins économiques et sociétaux.

L'agriculture et la sylviculture — principaux secteurs générateurs d'emplois du monde rural — sont les premiers fournisseurs d'aliments et aussi d'importants pourvoyeurs de fibres et de matériaux de construction dans l'Union des Vingt-sept. Les campagnes européennes couvrent également d'importants besoins dans le domaine de la santé. La recherche a, par exemple, montré que l'accès à la nature peut avoir un effet positif sur la santé des personnes et le bien-être émotionnel (voir l'étude de cas sur l'agriculture sociale, page 35).

La nécessité de préserver la biodiversité est reconnue dans le règlement

(CE) n° 1698/2005 concernant le soutien au développement rural et est prise en compte dans les réformes de la politique agricole commune depuis 2003. Plus récemment, la biodiversité a été considérée, à la suite du bilan de santé de la PAC de 2008, comme l'un des nouveaux défis à relever du développement rural. Une telle concentration de la politique de développement rural sur la conservation de la biodiversité s'aligne sur les objectifs du plan d'action de l'UE pour la biodiversité. Ceux-ci visent à mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité de l'UE d'ici à 2010, et le Conseil de l'environnement de l'Union européenne a exprimé aujourd'hui la nécessité d'avoir une vision et des objectifs concernant la conservation de la biodiversité et son utilisation durable au sein de l'UE au-delà de 2010.

### Impacts de l'agriculture

Les agriculteurs gèrent une grande part de la surface exploitable de l'Europe et ont un énorme impact sur la biodiversité. Une demande accrue en produits agricoles (et forestiers) au cours des vingt dernières années environ, couplée aux anciennes politiques de marché et aux développements technologiques, a débouché sur un processus

d'intensification et de spécialisation des systèmes agricoles qui ont parfois exercé d'importantes pressions sur les ressources naturelles, notamment sur la biodiversité.

Inversement, les pratiques agricoles traditionnelles à faible intensité ont façonné le paysage de l'Europe et influencé la diversité des espèces et des habitats que l'on y trouve. Des études montrent, par exemple, que 50 % de toutes les espèces d'Europe, y compris plusieurs espèces rares et menacées de papillons et d'oiseaux (indicateurs d'une grande biodiversité), dépendent des terres agricoles.

L'agriculture peut donc avoir des effets à la fois positifs et négatifs sur les habitats et les espèces. Les pratiques agricoles extensives, généralement dominées par les habitats semi-naturels pâturés, tendent à être les plus riches en biodiversité, la diversité biologique diminuant au fur et à mesure que l'intensité de l'agriculture augmente. Selon l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), les terres agricoles à haute valeur naturelle (associées à l'agriculture traditionnelle ou à faible intensité, qui n'est pas très économique) prévalent généralement dans les États membres du Sud, tels les *dehesas* et

« Un défi important en matière de politique agricole est d'offrir des incitants économiques aux agriculteurs pour la poursuite de pratiques agricoles favorables à la vie sauvage. »

Agence européenne pour l'environnement, rapport *Signaux de l'AEE 2009*

les *montados* d'Espagne et du Portugal, et dans les zones steppiques des États membres de l'Est. D'autres parties de l'UE soutiennent également la terre agricole HVN, par exemple, dans les hautes terres au Royaume-Uni ou dans les prairies et les pâturages alpins.

## Activité économique et biodiversité

La biodiversité a une importance stratégique pour les entreprises: fournir les matières premières et les ressources naturelles pour de nombreuses entreprises situées dans les régions rurales. Cela est surtout évident lorsque les bénéfices dépendent directement d'écosystèmes sains comme pour le tourisme rural, un marché de croissance en Europe. Mais il est également reconnu qu'une plus grande variabilité dans les gènes, les espèces et les écosystèmes est associée à une capacité d'adaptation et à une productivité biologique accrues dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche, le secteur pharmaceutique, la transformation alimentaire, etc.

Ainsi estime-t-on que 90 % des 1 200 à 1 300 espèces végétales endémiques exploitées commercialement en Europe (soit entre 20 et 30 000 tonnes par an) sont cueillies dans le milieu sauvage. La disponibilité de produits forestiers autres que le bois, tels les champignons, les fruits à coque et les baies, augmente également avec le niveau de biodiversité d'une forêt. La biodiversité affecte aussi directement le produit national brut en tant qu'intrant dans la production de produits des consommateurs et en influence les prix. Certaines personnes sont, par exemple, disposées à payer un prix plus élevé pour acquérir des produits fabriqués selon des pratiques durables.

À l'instar des avantages économiques directs tirés de la préservation de la biodiversité, il existe également des avantages indirects qui se mesurent en termes de valeur écologique, de valeur esthétique et de valeur éthique. Ces entreprises rurales, en particulier les PME, se rendent compte que l'adoption de mesures «plus vertes» peut aussi se traduire favorablement sur le plan financier.

Une étude de 2007 portant sur les PME, financée par la Commission européenne, a examiné ces nombreuses entreprises dites «probiobiodiversité» (EPB), c'est-à-dire les entreprises qui dépendent de la biodiversité pour leur cœur de métier et qui contribuent à la préservation de la biodiversité. Cette étude a permis de conclure à une très grande diversité d'EPB et à la difficulté de mesurer la contribution apportée par chaque entreprise individuelle à la préservation de la biodiversité, même si celle-ci est probablement «importante».

## Les ressources du Feader

Diverses mesures au profit des agriculteurs, des sylviculteurs et d'autres acteurs ruraux sont offertes par la politique de développement rural afin d'aider à préserver la biodiversité de l'Europe. Celles-ci relèvent essentiellement de l'axe 2 du Fonds européen agricole pour le développement rural qui inclut ceci:

- **Paiements agroenvironnementaux:** indemnisent les agriculteurs ou les autres utilisateurs de la terre pour les coûts additionnels ou la perte de revenus supportés en échange d'engagements à entreprendre des pratiques écologiques spécifiques. Les paiements encourageant l'agriculture biologique sont particulièrement intéressants pour promouvoir la biodiversité, tandis qu'ils offrent parallèlement aux consommateurs des produits de grande qualité.
- **Systèmes de zones défavorisées (ZD):** offrent des paiements associés à des handicaps naturels tels que des conditions climatiques difficiles et des pentes abruptes dans les zones montagneuses, où le risque d'abandon des terres est élevé et assorti d'un risque accru de perte de biodiversité.

- **Soutien aux zones Natura 2000:** paiements annuels permettant de compenser les coûts supplémentaires ou la perte de revenus résultant des restrictions d'utilisation des terres liées à des plans de gestion Natura 2000 (l'établissement de tels plans peut être supporté par l'assistance offerte au titre de l'axe 3 des programmes de développement rural).
- **Paiements environnementaux forestiers:** contribuent aussi spécifiquement à l'utilisation durable des forêts et à la préservation de la biodiversité. Comme pour l'agriculture biologique, le marché du bois récolté durablement enregistre un taux de croissance à deux chiffres. Un autre grand domaine de croissance est la demande en services d'atténuation des changements climatiques, tels que la protection des forêts et des terres humides pour absorber le dioxyde de carbone. Le changement climatique aux côtés des énergies renouvelables, la gestion de l'eau et la biodiversité sont quelques-uns des nouveaux défis que le bilan de santé de la PAC 2008 a considérés comme des priorités de financement.
- **Investissements non productifs.**



© T. HUDSON

## Perspectives

Selon l'accord sur le bilan de santé de la PAC, une modulation accrue permettra aux pays de renforcer l'action de l'UE dans les domaines prioritaires pour la préservation de la biodiversité. La modulation devrait renforcer les actions agroenvironnementales de l'État membre, et celles-ci augmenteront à leur tour l'étendue des opportunités mises à la disposition des agriculteurs pour apporter des contributions de biodiversité positives.

Des avantages additionnels sont escomptés pour une diversité d'espèces de faune

et de flore, en particulier celles qui dépendent des pratiques de l'agriculture extensive, des prairies ou d'autres habitats agricoles abritant une végétation riche en espèces. Leur impact dépend toutefois de l'efficacité de la mise en œuvre à un niveau national et du degré de ciblage des paiements au niveau local. Il reste à voir également comment les différents acteurs, à savoir les agriculteurs, les sylviculteurs, les ONG et la communauté rurale dans son ensemble, réagiront à ces nouveaux défis.

Enfin, il existe souvent un décalage considérable entre l'application des

mesures de conservation des ressources et le moment où celles-ci se traduisent par une amélioration de l'état des espèces ou des habitats. Ainsi que l'illustrent les exemples qui suivent, dès lors que la volonté et le soutien nécessaires sont présents, ces actions ont eu un impact positif remarquable sur la biodiversité. Et elles ont en outre aussi des avantages économiques pour les communautés rurales.

« L'objectif du bilan de santé est avant tout de donner à nos agriculteurs les moyens de faire face aux problèmes qu'ils rencontreront dans les années à venir, comme le changement climatique, et de leur permettre de prendre en compte les signaux du marché. Le transfert de fonds supplémentaires vers le budget du développement rural nous offre l'occasion de trouver des solutions sur mesure aux problèmes régionaux spécifiques. »

Mariann Fischer Boel,  
membre de la Commission européenne, chargée de l'agriculture et du développement rural





## Danemark: soutien aux exploitations agricoles pour la défense d'une espèce de crapaud menacée

Dans le sud du Danemark, des agriculteurs adoptent des pratiques agricoles plus écologiques afin d'aider à promouvoir la biodiversité dans les zones agricoles qui étaient jadis communément habitées par une espèce de crapaud très rare: le crapaud à ventre de feu.

Les récentes activités d'exploitation intensive et de remembrement dans les terres arables ont fortement affecté cette espèce de crapaud très menacée au Danemark (comme dans d'autres régions du nord de l'Europe). Les habitats de mare ensoleillée sur lesquels il comptait naguère ont été comblés pour faire place à des terres productives ou bien les champs dans lesquels il vivait ont été abandonnés de sorte que les mares se sont remplies de mauvaises herbes cachant le soleil. Dans les années 90, la population restante a baissé à moins de 1 200 crapauds.

Un concept développé en Allemagne consistant à mettre du bétail rustique en pâture toute l'année durant sur les prairies qui renferment des mares abritant les crapauds est mis en œuvre actuellement par les agriculteurs danois. Les agriculteurs reçoivent des subventions agroenvironnementales pour l'achat de races bovines rustiques telles que les Galloway

et les Highland. Les subventions font partie d'un système dit d'«économie rotatoire», où les agriculteurs qui adhèrent aux régimes de préservation des ressources reçoivent un cheptel gratuitement dans un premier temps, mais sont invités, au bout de cinq ans, à céder un cheptel équivalent à un autre agriculteur afin de lui permettre de participer au système et d'en tirer profit.

Le biologiste danois, Lars Briggs, de la firme Amphi Consult Consultancy, explique que, lorsque le système a été introduit pour la première fois, en 2004, il s'agissait d'une nouveauté pour les agriculteurs danois qui étaient traditionnellement des éleveurs laitiers. Aujourd'hui, cependant, le système apparaît «très populaire» et la demande est élevée auprès d'autres agriculteurs intéressés à préserver les ressources. La population déclinante de crapauds dans certaines régions clés du Danemark s'est stabilisée, et le soutien agroenvironnemental agit comme une mesure d'encouragement économique durable pour la communauté rurale locale.



© SCHLESWIG HOLSTEIN



© BERNARD LAFON



## France: denrées biologiques et écotourisme

Implantée près de Bordeaux en Gironde, l'exploitation maraîchère «Oh! Légumes oubliés» est une entreprise «probiobiosphère» typique.

L'exploitation agricole biologique se consacre à la production d'un nombre d'espèces et de variétés de fruits et légumes qui sont aujourd'hui oubliés ou ne sont plus cultivés communément. Il s'agit d'un bon exemple d'entreprise familiale basée sur des pratiques traditionnelles, qui s'est diversifiée pour profiter des marchés et économies changeants.

L'entreprise a été fondée en 1977 par Bernard Lafon, qui en assure toujours la gestion. Il a commencé en convertissant l'exploitation traditionnelle située sur les terres du château de

Belloc du XVI<sup>e</sup> siècle, qui appartient à sa famille depuis des générations, en un centre visant à promouvoir le principe de la «diversité alimentaire».

L'activité de l'exploitation s'articule aujourd'hui autour de quatre grands axes: l'exploitation biologique, la conserverie, la distribution et un centre éducatif et touristique. L'entreprise récolte également des plantes sauvages dont plusieurs sont transformées sur le site. Avec toutes ces activités réunies, l'entreprise occupe 15 personnes et enregistre un chiffre d'affaires annuel de plus de 1 million d'euros. Au total, 30 % de la production est exportée, essentiellement vers les marchés d'Amérique du Nord, d'Europe du Nord et d'Asie.

Pour plus d'informations, voir:

<http://www.ohlegumesoublies.com> (en anglais et en français).



## Irlande: préserver la flore rare dans le Burren

Un mélange efficace de méthodes de gestion agricole et de techniques de préservation des ressources agricoles a été appliqué avec succès afin de promouvoir la haute valeur naturelle d'importantes prairies calcaires en Irlande.

Situé sur la côte ouest de l'Irlande, le Burren forme un paysage karstique unique couvrant plus de 60 000 hectares d'exploitations agricoles, de falaises, de grottes et de hautes terres en terrasse. Le site abrite un nombre d'habitats très rares, notamment des prairies riches en orchidées.

L'agriculture reste le mode prédominant d'occupation du sol dans le Burren, et les fonds de l'UE ont été utilisés pour aider à soutenir une relation symbiotique entre l'agriculture locale et la riche biodiversité des prairies du Burren.

Les principales activités de préservation des ressources sont notamment des expériences, réparties sur 20 exploitations,



© RUAIRIÓ CONCHÚIR

consistant à développer des régimes d'affouragement adéquats du bétail pour les divers cheptels qui paissent dans les différentes parties de ces prairies riches en espèces. Cela implique des activités telles que tester les avantages de l'extension et de l'adaptation des pratiques de pâturage d'hiver, le pilotage de nouvelles techniques de pâturage d'été et l'application de mesures visant à éviter les dommages provoqués par les bulldozers aux habitats prioritaires en développant des approches à faible impact de la gestion des routes d'accès du bétail dans les prairies calcaires.

La récupération de l'état de conservation est un processus lent. Un impact positif important sur les prairies prioritaires se fait cependant déjà ressentir avec, par exemple, une forte augmentation des populations d'orchidées poussant dans les zones échantillonnées. Des avantages financiers ont été obtenus par le biais de paiements pour la participation aux essais agroenvironnementaux ainsi que par la commercialisation de bœuf et d'agneau locaux issus d'élevages soucieux des principes de conservation. Cela fournit un soutien à l'économie rurale par des revenus et montre les avantages offerts par l'exploitation du caractère distinctif des produits locaux.

Pour plus d'informations, voir: <http://www.burrenlife.com>



## Grèce: tourisme et préservation de la palmeraie de Vai

Les actions de préservation ciblant la palmeraie unique de Vai, en Crète, ont également accru l'attrait de l'île en tant que destination touristique. Tout en doublant la superficie de cet habitat très rare, un plan de tourisme, devenu indispensable, a été introduit. La durabilité a été atteinte grâce au soutien des parties prenantes locales.

Il y a quelques années à peine, la palmeraie de Vai, composée de l'une des deux espèces natives de palmier en Europe, était encore entourée de terres agricoles qui limitaient sa régénération naturelle. Les palmiers couvraient auparavant presque 300 hectares. Or, durant les années 50, les terres ont été mises en culture de manière extensive, et la plus grande partie de la forêt a été détruite. Depuis lors, elle n'a cessé de se réduire au point qu'en 2000, il ne restait plus que 15,6 hectares.



© KATERINA RAFTOPOULOU

Afin que la forêt puisse à nouveau s'étendre et se régénérer, les agriculteurs ont accepté d'être délocalisés des zones sensibles entourant la palmeraie vers des terres alternatives. Sous la direction du Greek Biotope-Wetland Centre, une série de mesures de restauration ont été mises en œuvre pour améliorer la structure et la vigueur de la forêt existante et étendue, tandis que, parallèlement, un plan de tourisme durable a été introduit.

Grâce à ces mesures, la zone couverte par cet habitat rare a doublé pour atteindre 31,7 hectares. Alors qu'officiellement la zone était ouverte au développement incontrôlé du tourisme, la communauté locale a pris conscience aujourd'hui de l'importance de la préservation de la forêt et du développement d'un tourisme durable. Soutenu par des mesures agroenvironnementales, l'échange de terres est en cours.

## Étude RECA: harmoniser les services de conseil agricole avec les divers besoins de développement rural

Une grande variété d'organisations dispense des conseils aux agriculteurs et aux autres acteurs du développement rural. Une étude récente a permis d'identifier un ensemble de facteurs de réussite que les organismes consultatifs peuvent appliquer pour aligner leurs activités de conseil sur les tendances rurales en évolution constante.

Les chambres d'agriculture et autres organismes de conseil agricole similaires peuvent bénéficier du soutien de la politique de développement rural de l'UE pour échanger les bonnes pratiques et tirer des enseignements mutuels sur la meilleure façon de cibler leurs services. La collaboration dans ce domaine s'est renforcée récemment à la suite d'une étude intitulée «Cooperation within the European Network of Chambers of Agriculture in Europe» [coopération au sein du réseau européen des chambres d'agriculture en Europe (RECA)] qui s'est fixé pour but d'examiner comment les organismes de conseil agricole et rural tiennent compte de la diversité des agriculteurs et des territoires.

Couvrant 7 États membres (Allemagne, Espagne, France, Hongrie, Autriche, Slovaquie et Royaume-Uni), l'étude RECA a été gérée par les chambres françaises de l'agriculture. L'étude s'inscrit dans le contexte des changements permanents intervenant dans la diversité rurale et en tenant compte en particulier du fait que

ces changements affectent la demande en services de conseil liés au développement rural.

Les principaux changements contextuels dans les zones rurales que les experts du RECA ont identifiés étaient: les types changeants de risques rencontrés au quotidien par les agriculteurs et les autres entreprises rurales; les tendances à la marginalisation des secteurs agricoles au fur et à mesure que la diversité de plusieurs économies rurales se renforce; les défis du changement climatique en rapport avec les mesures d'adaptation et d'atténuation; les tendances démographiques contrastantes du dépeuplement et du surdéveloppement dans différentes zones rurales; les nouveaux impacts politiques tels que la promotion de la biomasse ou de la biodiversité; les exigences de la société en matière de sécurité alimentaire, de gestion de l'eau, de protection de l'environnement et de préservation de la biodiversité, qui continuent d'exercer des pressions sur les utilisateurs des terres rurales.

### Nouveaux besoins, nouveaux défis

Dans ce contexte de nouveaux besoins et de nouveaux défis, l'étude RECA avait pour but d'examiner comment promouvoir l'efficacité des services de conseil. Parmi les importants facteurs de réussite observés pour les organismes de conseil, citons:

- une bonne connaissance des exigences des différentes parties prenantes. Les utilisateurs des organismes de conseil sont multiples (agriculteurs, autorités locales, entreprises, associations, groupes d'action locale, etc.). Les organismes de conseil doivent par conséquent avoir et offrir une expertise sur des thèmes tels que la cohésion territoriale, la production agricole et la diversification, ainsi que la protection de l'environnement et les questions socio-économiques associées à tous ces sujets;
- un réseau de points de contact répartis sur les territoires ruraux, qui sont



adaptés aux conditions locales. La fourniture de services communautaires est importante pour accroître l'acceptation des conseils et aider à renforcer les relations développementales avec les parties prenantes locales. Il est essentiel de bien connaître les cultures et les conditions de fonctionnement locales;

- l'anticipation des besoins. Prévoir clairement les besoins de développement actuels permet de suivre le bon fonctionnement des exploitations et des entreprises rurales;
- le flux d'informations et la mise en réseau. Il est important de faciliter la remontée d'informations des zones rurales vers le niveau supérieur des décideurs politiques et des gestionnaires de service au sein des organismes de conseil pour maintenir la pertinence des conseils donnés;
- le partage d'outils et le matériel. L'efficacité opérationnelle peut être

optimisée, et les coûts de développement peuvent être partagés grâce à la coopération entre les organismes de conseil. Cela peut aussi contribuer à améliorer la visibilité de la fourniture de conseils;

- des partenariats avec divers acteurs du territoire. Des approches inclusives aident les partenaires à améliorer leur compréhension sur les différents défis du développement agricole et du développement rural plus large;
- la formation de conseillers. Les aptitudes et les connaissances techniques concernant les cadres réglementaires sont de plus en plus spécialisées, et les conseillers doivent actualiser régulièrement leurs compétences dans de nombreux domaines. Cela fait également référence aux compétences méthodologiques telles que la gestion de projet, la mise en réseau ou les services de commercialisation, ainsi qu'aux aptitudes interpersonnelles telles que la facilitation et la médiation.

## Recommandations utilisables

Le soutien proposé au titre des PDR peut aider à renforcer ces aspects de la fourniture de services de conseil ruraux et comme le fait remarquer Claire Venot qui a participé au projet d'étude RECA: «Nous savons que de nombreux problèmes sont impliqués dans la mise en œuvre des facteurs de réussite que notre étude a mis en évidence, mais nous sommes confiants que les résultats du RECA fournissent des recommandations exploitables pour diffuser des services consultatifs ruraux fructueux qui soient applicables dans toute l'UE.»

Pour plus d'informations sur le projet du RECA, voir:

[http://paris.apca.chambagri.fr/download/apca/h/2009/sem\\_26/RECA\\_Exterieur.zip](http://paris.apca.chambagri.fr/download/apca/h/2009/sem_26/RECA_Exterieur.zip)





## Truefood: améliorer la compétitivité des producteurs d'aliments de l'UE

Les producteurs d'aliments traditionnels de l'Europe bénéficient des résultats d'un projet de recherche transnational innovateur qui offre un moyen d'ajouter de la valeur aux produits ruraux en améliorant leur qualité, leur valeur nutritionnelle et leur sécurité.

La grande majorité des aliments consommés en Europe sont fabriqués à base de produits agricoles traditionnels, et l'un des principaux défis à relever par les producteurs d'aliments traditionnels est d'améliorer la compétitivité. Les aliments traditionnels incluent plusieurs types différents de produits tels que le jambon de Parme italien, la Feta grecque et le saumon scandinave. Les aliments traditionnels comportent également un grand nombre de fruits frais et de légumes qui sont cultivés depuis des siècles dans les campagnes d'Europe.

De nouvelles approches en matière de productivité offrent aux fournisseurs de ces aliments traditionnels des possibilités d'ajouter de la valeur à leurs gammes actuelles de produits. La réussite de toute nouvelle approche dépend toutefois de son acceptation par les consommateurs, ainsi que de sa capacité à s'adapter aux normes de sécurité.

Alors que la réglementation de l'UE dans le domaine alimentaire reste relativement stable, les attentes du consommateur de l'UE peuvent parfois être contradictoires. Les demandes du marché en produits sûrs à haute valeur nutritionnelle et sensorielle restent élevées, mais il faut aussi que ces produits aient subi une transformation minimale et ne contiennent pas de conservateurs ou n'en contiennent qu'une quantité limitée. Satisfaire ces exigences peut être un véritable défi pour de nombreux producteurs alimentaires. Un projet de recherche de l'UE à grande échelle est actuellement en cours pour aider à trouver des moyens d'améliorer la compétitivité des PME impliquées dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE.

Intitulé Truefood (Traditional United Europe Food), le projet de recherche sophistiqué comprend 8 axes de travail parallèles qui partagent des objectifs

communs basés sur la compréhension des attentes des consommateurs, l'expérimentation de nouvelles technologies et la participation des PME dans le transfert technologique d'innovations. Truefood bénéficie d'un financement de 15,5 millions d'euros au titre du sixième programme-cadre (PC6) de la Commission européenne, et ses quatre années de recherche se termineront en mai 2010. Onze grandes fédérations européennes du secteur des aliments et des boissons gèrent le projet de recherche et représentent ensemble 35 000 PME réparties sur plus de 20 pays européens.

### Résultats de la recherche

Les résultats enregistrés à ce jour par l'équipe multidisciplinaire de Truefood sont encourageants. Des constatations utiles ont été acquises en ce qui concerne la connaissance des préférences des consommateurs, et des





© T. HUDSON

progrès ont été réalisés dans l'identification d'innovations qui pourraient être introduites dans le cycle de production. Margrethe Hersleth de l'équipe de recherche explique: «Dans un premier temps, nous avons dû préciser ce que les consommateurs des pays participants percevaient comme étant des aliments traditionnels et le type d'attentes qu'ils avaient à l'égard de ces produits.» Les résultats d'une étude menée auprès des consommateurs en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, en Norvège et en Pologne ont révélé que les aliments traditionnels étaient considérés comme des aliments de «bonne qualité», «bien connus», «consommés par les grands-parents» et «produits à partir de procédés ou recettes authentiques». Ces informations ont aidé à confirmer les niveaux élevés d'intérêt des consommateurs pour les aliments traditionnels et ont fourni les motifs qui

ont incité à rechercher des innovations dans les produits traditionnels.

Les questions de santé étaient considérées comme un facteur d'achat important par les consommateurs. Aussi les chercheurs de Truefood se sont-ils considérablement efforcés de rechercher des options qui réduisent le contenu potentiellement toxique des aliments sans réduire la durée de vie du produit lui-même, ses qualités sensorielles ou ses normes de sécurité. Les innovations de ces travaux sont notamment: une méthodologie de désossage-salage-fixation qui aide à réduire la teneur en sel des jambons désossés séchés; des progrès dans les méthodes naturelles de contrôle biologique pour les légumes de plein champ qui constituent des alternatives viables par comparaison avec les pesticides chimiques; une nouvelle technologie pour améliorer la classification de la teneur en gras des filets de

saumon avant la transformation a également été soutenue.

## Dissémination

Les derniers stades du projet PC6 impliquent un contact direct avec les producteurs alimentaires de l'Europe par le biais d'une campagne de diffusion d'informations. Celle-ci fournit la formation aux PME afin de les sensibiliser à la pertinence des observations de Truefood et facilite le transfert de technologies. Pour de plus amples informations sur la recherche Truefood, voir: <http://www.truefood.eu>





European Commission  
European Network for Rural Development

Sitemap | Search | Contact | Legal notice | English (en)

European Commission > Agriculture > Rural Development > EN RD

European Network for Rural Development

EN RD STRUCTURE NATIONAL RURAL NETWORKS LEADER EVALUATION EXPERT NETWORK EVENTS CALENDAR

HOME  
WHO'S WHO  
COUNTRY INFORMATION  
LEADER APPROACH  
EVENTS & MEETINGS  
RESOURCE CENTRE  
EN RD NEWSLETTER  
FAQ  
GLOSSARY

European Evaluation Network for Rural Development

**WELCOME TO THE European Network for Rural Development (EN RD)**

Rural development is of special importance for the EU, and not least for all those living and working in rural areas. One of the key goals of the EN RD – and indeed the EU's rural development strategy – is to help bring rural communities closer together in order to improve the implementation of the Rural Development Policy. This means strengthening the flows of information and communication between the different levels of Europe's rural stakeholders. In turn this will encourage a greater and more efficient level of interaction and exchange of expertise in all areas of EN RD activity. In addition, it will also help to facilitate specific actions such as sharing of experience and evaluation of rural development policy.

[Read more ...](#)

With this in mind, the new EN RD website incorporates a variety of features and rural development information. It also provides links to other relevant websites, at European, national and local levels.

One of these is the [European Evaluation Network for Rural Development](#), which is a distinct network within EN RD dealing specifically with evaluation issues, providing content development, support and guidance, and information and dissemination services to evaluation actors in Member States (administrators, RDP evaluators, academics/researchers) and to the Commission.

In the near future interactive tools will also be available like for example data bases, search tools or an exchange platform.

**EVENTS CALENDAR**  
Check the latest event information.

**NETWORK MEETINGS**  
National Rural Network (NRN) meetings allow for regular contact between networks in order to discuss common issues and challenges. The first of these meetings took place in Brussels on November 27th 2008, the sixth meeting took place in Budapest on September 16th and 17th 2009.

**COMMITTEES**  
The next [Leader Subcommittee](#) meeting has been scheduled for the 12/11/2009 (to be confirmed).  
The next [Coordination committee](#) meeting has been scheduled for the 9/12/2009 (to be confirmed).

**You might also like**  
CONTACTS [Who's Who](#)  
NEWSLETTER [Rur@News](#)  
MEDIA [Official Logos](#)

Le réseau européen de développement rural EN LIGNE

<http://enrd.ec.europa.eu>

